

JUILLET 2017

Document de réflexion

*Un rendez-vous gaspésien
sur les inégalités*

Les niveaux de vie par déciles vus par une centaine de personnes

VIVIAN LABRIE

chercheure associée à l'IRIS

L'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), un institut de recherche indépendant et progressiste, a été fondé à l'automne 2000. Son équipe de chercheur-e-s se positionne sur les grands enjeux socio-économiques de l'heure et offre ses services aux groupes communautaires et aux syndicats pour des projets de recherche spécifiques.

INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES

1710, rue Beaudry, bureau 3.4, Montréal (Québec) H2L 3E7

514.789.2409 • iris-recherche.qc.ca

REMERCIEMENTS SPÉCIAUX

Ce document de réflexion a été réalisé grâce au soutien financier de la fondation Béati. www.fondationbeati.org/.

REMERCIEMENTS

L'auteure tient à remercier les personnes qui ont contribué au contenu et à la réalisation de ce document de diverses façons et notamment le Collectif gaspésien pour un Québec sans pauvreté, le comité organisateur du Rendez-vous gaspésien sur les inégalités et les participant·e·s à ce Rendez-vous. Les commentaires de l'équipe de chercheur·e·s de l'IRIS et les corrections de Martin Dufresne ont rehaussé la qualité de ce document de réflexion. Toutes les erreurs se trouvant encore néanmoins dans ce texte relèvent de l'entière responsabilité de l'auteure.

Table des matières

Liste des tableaux et des illustrations	5
Résumé	7
Introduction	9
Un exercice de simulation et son contexte	11
Revenus de référence par décile	13
Résultats de la simulation	16
Qui est dans cette situation en Gaspésie?	19
Ce qu'on peut se permettre	20
Ce qu'on ne peut pas se permettre	23
Mise en situation 1. Votre médecin vous trouve une maladie rare. Il vous envoie à Québec pour des traitements qui vont durer deux mois. Que faites-vous?	26
Mise en situation 2. Vous passez au feu et votre habitation est une perte complète. Que faites-vous?	29
Mise en situation 3. Vous recevez un héritage de 5 000 \$. Que faites-vous?	31
Sur quoi et qui comptons-nous dans cette situation?	33
Des images pour représenter cette situation	36
Autres commentaires	43
Apprentissages	45
À propos de la méthode	46
À propos des écarts de niveaux de vie	47
Conclusion et suites possibles	49
Post-scriptum	51
Notes de fin de document	53

Liste des graphiques et des illustrations

TABLEAU 1 Seuils de références pour la couverture des besoins de base en Gaspésie (agglomérations de 30 000 personnes et moins) utilisés pour la simulation	13
TABLEAU 2 Situation moyenne des ménages québécois par rapport à leur capacité d'atteindre le seuil de la MPC en 2011 (en équivalents du panier de référence), par décile de revenu	14
TABLEAU 3 Pourcentage moyen du revenu selon la MPC affecté aux dépenses non incluses dans le panier par les ménages québécois en 2011, par décile de revenu.....	14
TABLEAU 4 Revenus de référence utilisés pour la simulation (estimation d'un revenu annuel disponible moyen, en \$ de 2016).....	15
ILLUSTRATION 1 Exemple d'affiche distribuée à chaque table lors de la simulation (ici la Table 1)	17
ILLUSTRATION 2 Une table en action lors de la simulation.....	18
ILLUSTRATION 3 Affiches réalisées par les tables affectées aux déciles 1, 5, 6, 10.....	18
TABLEAU 5 Clé de lecture « topologique » des représentations proposées par les tables pour la situation du décile qui leur était attribué.....	37
TABLEAU 6 Clé de lecture « survivre, vivre, vivre bien, voire très bien » des représentations proposées par les tables pour la situation du décile qui leur était attribué	40
TABLEAU 7 Clé de lecture « soucis-sourire » des représentations proposées par les tables pour la situation du décile qui leur était attribué.....	41

Résumé

Faire le lien entre ce qu'il en coûte pour vivre et les revenus dont disposent les ménages pour fonctionner dans la société est incontournable pour agir ensemble vers plus d'égalité et de bien-vivre partagé. Apercevoir concrètement les disparités de niveaux de vie qui sont associées à la répartition inégale de ces revenus aussi. Comment en parler de façon constructive?

À l'automne 2016, en Gaspésie, une centaine de personnes ont eu l'occasion de vivre une simulation sur les inégalités de revenu et de niveaux de vie par rapport à la couverture des besoins de base, telle qu'indiquée par la mesure du panier de consommation (MPC). Cette simulation s'est avérée instructive tant sur le plan de la méthode que des perceptions mises en commun. Les participant·e·s, de conditions sociales et de revenus variés, ont été réparti·e·s au hasard en dix tables. Chacune de ces tables s'est intéressée, chiffres des revenus correspondants à l'appui, à la situation moyenne d'un dixième des ménages, du décile le plus pauvre au plus riche. Lors d'une animation guidée d'environ 90 minutes, chaque table a eu à répondre pas à pas aux mêmes questions, du point de vue du décile qui lui était attribué : qui, dans la région, vit avec ce niveau de revenu? Que peut-on ou pas se permettre avec ce niveau de revenu? Et ainsi de suite.

Au-delà des échanges sur place suscités par cette simulation, une compilation attentive des réponses recueillies a montré d'étonnantes cohérences entre des tables qui ont travaillé indépendamment : les réponses similaires sont venues de tables assignées à des déciles contigus, et la mise côte à côte des réponses de chaque table a fait voir des gradations continues, décile par décile, du manque et de la précarité jusqu'à l'aisance, sur divers aspects. Avec quelles distorsions et quel réalisme? Y répondre supposerait entre autres de réitérer l'expérience, inédite, dans d'autres milieux. Il y a là d'intéressantes pistes de recherche en croisements de savoirs pour continuer d'approcher les niveaux de vie associables à des revenus donnés.

Cet exercice laisse entrevoir l'intérêt de la méthodologie utilisée à cette occasion pour aborder la question de la couverture des besoins de base selon la MPC, non plus seulement comme un indicateur de faible revenu parmi d'autres, mais comme une occasion d'y rapporter l'ensemble de la population, dans ses disparités existantes et ses solidarités possibles.

Poursuivre dans une telle direction impliquerait de pouvoir continuer de disposer des repères qui ont permis cette simulation ordonnée. D'où l'intérêt que les institutions chargées de recueillir et de compiler les données statistiques nécessaires puissent intégrer sur une base régulière la méthodologie développée à l'IRIS pour décomposer le revenu disponible en fonction de la couverture des besoins de base. Ces repères sont nécessaires au sens collectif des proportions et des solidarités par rapport aux disparités de niveaux de vie.

Ils sont nécessaires pour se demander, alors que la société québécoise a les moyens d'assurer à tout son monde deux fois le seuil de revenu correspondant à la couverture des besoins de base selon la MPC, quel degré d'écart de conditions de vie concrètes est acceptable par rapport à cette capacité collective d'aisance qui est présentement atteinte au sixième décile des ménages. Et pour se persuader que la couverture de la base est possible, alors qu'elle échappe actuellement, de façon très concrète et quotidienne, à une partie significative de la population, en l'occurrence le décile le plus pauvre des ménages et une partie du décile suivant.

Introduction

Si chaque vie est unique et incomparable, fermer les yeux sur les disparités de revenus dont disposent les ménages pour vivre contribue à coup sûr à reproduire les inégalités. Comment en parler de façon constructive?

Pouvoir s'en parler est certainement un ingrédient nécessaire pour générer dans la société le genre de désir d'agir qui influence la volonté politique et rend éventuellement possibles des choix collectifs aptes à les réduire.

En même temps, le sujet est délicat. Ces disparités existent à l'intérieur des communautés, des familles, des réseaux d'ami-e-s, et la question s'avère souvent taboue : on ne parle pas nécessairement de ses revenus avec ses proches. Avoir une discussion informée suppose à la fois de pouvoir prendre une certaine distance par rapport à sa propre situation et de connaître des données sur lesquelles s'appuyer.

Par ailleurs, les seuils et les données disponibles sont parfois difficiles à visualiser à la fois concrètement et rigoureusement : où se situe-t-on dans ces taux et dans ces courbes? Quelle différence cela fait-il de vivre avec tant ou tant?

Tout ceci contribue à ce que ces disparités s'avèrent plutôt chroniques, voire croissantes dans la société québécoise comme dans bien d'autres¹.

Pour avancer sur ces questions, il faut à la fois des repères et des façons de s'en parler qui permettent de se situer les un-e-s par rapport aux autres dans l'ensemble de la population.

Comment opérer cette traduction entre la dimension monétaire et la vie ensemble?

Pour ce qui est des repères, des travaux réalisés à l'IRIS en 2016 ont permis de faire une jonction instructive entre la couverture des besoins de base selon la mesure du panier de consommation (MPC) et la capacité moyenne des ménages, par décile (ou dixième de ceux-ci), du plus pauvre au plus riche, par rapport à ce seuil².

Pour des façons de s'en parler et d'opérer les traductions vers ce que ces capacités de revenu signifient dans la vie au quotidien, l'intelligence citoyenne peut contribuer à mettre en lumière ce que les chiffres ne disent pas à eux seuls.

La suite de ce document explique comment une centaine de personnes vivant en Gaspésie se sont prêtées à un tel exercice à l'automne 2016, conduisant à des constats inattendus quant à la précision et la cohérence de leurs réponses et montrant le potentiel de la méthodologie utilisée.

La prochaine section présentera en détail le contexte de cette simulation, inédite dans son procédé, et ce qui a pu en être appris³. Elle en décrira la méthode et indiquera les repères fournis aux participant-e-s. Une compilation attentive des réponses recueillies conduira ensuite à des réflexions, qui portent autant sur le potentiel de l'exercice que sur les perceptions qu'elles font émerger quant au continuum des disparités de niveaux de vie entre pauvreté et richesse par rapport à ce qu'il en coûte pour vivre, en Gaspésie, et plus généralement au Québec.

La conclusion proposera des suites possibles afin de continuer l'exploration dans la direction ouverte par l'exercice.

Un post-scriptum permettra ensuite de faire le point sur l'usage possible de la MPC, non seulement comme seuil pour suivre les situations de pauvreté du point de vue de la couverture des besoins de base, mais aussi comme repère des disparités de niveaux de vie existantes et des solidarités possibles.

Ayant été partie prenante de cette aventure imprévue et inédite, il me faudra prendre par moments un ton plus personnel pour en situer le contexte et les résultats.

Allons-y.

a Compte tenu du caractère inédit de la méthodologie utilisée, cette présentation détaillée vise à soutenir les constats qui sont présentés quant à la cohérence et à la précision des réponses recueillies, de même qu'à faciliter la réplique éventuelle de l'exercice ou son adaptation.

Un exercice de simulation et son contexte

Il se produit parfois des occasions qui permettent de tester une idée. C'est ce qui est arrivé le 18 octobre 2016 à l'occasion du Rendez-vous gaspésien sur les inégalités, organisé par le Collectif gaspésien pour un Québec sans pauvreté. Le comité organisateur voulait faire vivre aux participant-e-s une simulation sur les inégalités. J'étais invitée à animer cette journée. De mon côté, je cherchais une façon de rendre plus concrètes les importantes différences de niveaux de revenus que Simon Tremblay-Pepin et moi avions observées quelques mois plus tôt dans la capacité des ménages québécois à couvrir leurs besoins de base.

Dans ces travaux publiés à l'IRIS, nous avons été en mesure d'estimer où s'étaient situés les ménages du Québec de 2002 à 2011, par rapport au seuil de revenu déterminé par la mesure du panier de consommation (MPC). Cette mesure sert en effet d'indicateur au Québec depuis 2009, dans le contexte de l'application de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, pour « suivre les situations de pauvreté sous l'angle de la couverture des besoins de base »³.

Bref, nous avons des repères pour une simulation.

L'idée est venue de proposer à la centaine de personnes attendues à l'événement de contribuer à traduire concrètement les disparités signalées par ces constats dans le cadre d'un exercice collectif de croisements de savoirs. Il s'agirait en somme de tenter de passer des revenus repères pouvant être constitués à partir du travail réalisé à l'IRIS à une représentation des niveaux de vie qui leur correspondent dans la réalité.

Par leur expérience de vie, ces personnes, elles-mêmes de situations socio-économiques variées, allant de l'aide sociale à de bons revenus stables^a, auraient nécessairement une connaissance pratique de la réalité et de ses contraintes matérielles, culturelles, sociales et économiques. Elles seraient réparties au hasard en dix tables. Chacune de ces tables s'intéresserait, chiffres des revenus correspondants à l'appui, à la situation moyenne d'un dixième des ménages, du décile le plus pauvre au plus riche. Cela se produirait dans le contexte d'une animation guidée d'environ 90 minutes où chaque table aurait à répondre pas à pas aux mêmes questions, du point de vue du décile qui lui était attribué. À chaque table, les réponses seraient notées à mesure et de façon indépendante sur une grande affiche préparée à cette fin, sans échange avec les autres tables. On comparerait ensuite les réponses. La simulation tiendrait au fait d'avoir à s'intéresser à un niveau de revenus qui ne soit pas nécessairement le sien. En même temps, l'expérience commune d'un même milieu de vie assurerait qu'on en parle en connaissance de ce qui s'y vit et de ce qu'il en coûte pour y vivre.

Le fait d'indiquer des revenus moyens pour quatre types de ménages (de 1 à 4 personnes) par décile fournirait des repères précis qui imposeraient aux participant-e-s de recourir à leur expérience de la réalité et de s'imaginer devoir fonctionner dans les situations décrites. On pouvait supposer que cette contrainte et l'échelonnement de ces repères sur dix niveaux limiteraient le risque de réponses trop stéréotypées.

L'événement a eu lieu le jour dit à Bonaventure. La centaine de personnes attendues étaient au rendez-vous. Après une activité déclencheuse^b et une présentation de diapositives donnant un

a On peut supposer que l'ensemble du continuum était représenté, compte tenu notamment de la présence de personnes en situation de pauvreté, de membres et d'intervenant-e-s du milieu communautaire et associatif, de représentant-e-s du milieu syndical et d'intervenant-e-s du milieu de la santé et des services sociaux, y compris de la santé publique et de la profession médicale.

b Il s'agissait de noter brièvement sur de petits papiers sa réponse à deux consignes, soit « une richesse qui compte pour vous », et « ce qui nous fait le plus mal avec les inégalités ». Ces réponses étaient placées à mesure sur de grandes affiches à l'entrée de la salle. Pour avoir une idée des possibilités autour de cet exercice, utilisé à diverses reprises dans des animations sur les inégalités, on peut consulter la publication suivante : Vivian Labrie, *Le fric, le doux et le dur. Boussoles citoyennes pour tendre vers une société sans pauvreté, riche pour tout le monde et riche de tout son monde*, Carrefour de savoirs sur la richesse et les inégalités au Saguenay/Lac-St-Jean, Solidarité populaire-02, Chicoutimi, 2015, sites. google.com/site/solidaritepopulaire02/solidaritepopulaire-com/boite-a-outils-carrefour-de-savoirs.

aperçu de la répartition des revenus des ménages du Québec par rapport à la couverture des besoins de base⁴, dans leur ensemble et décile par décile, l'exercice envisagé a été réalisé comme prévu.

Chaque table a rempli progressivement l'affiche qui lui avait été remise. La consigne était de noter le mieux possible dans les cases préimprimées de cette feuille grand format les réponses des participant-e-s à la suite de chaque question. Comme le temps était compté pour chacune des questions, dont l'énoncé exact était indiqué à mesure, les tables n'avaient pas l'occasion de prendre de l'avance ou d'échanger entre elles.

À la fin de l'exercice, les affiches de chaque table ont été recueillies et placées au mur, dans leur continuité, du décile 1 au décile 10.

L'examen sommaire de ces affiches, lors du temps de plénière qui a suivi en après-midi, a permis au groupe de prendre la mesure de la qualité des réponses recueillies. Ainsi placées côte à côte, celles-ci mettaient en évidence le caractère concret des différences de niveaux de vie qui apparaissent quand on s'imagine tout à coup dans la situation financière particulière d'une partie plus ou moins fortunée de ses concitoyen-ne-s.

Une compilation plus exhaustive des résultats de cet exercice, effectuée par la suite, a permis de confirmer la remarquable cohérence de ces réponses collectives dans les continuités qu'elles ont esquissées d'un décile à l'autre. Ceci, rappelons-le, alors que les participant-e-s étaient concentré-e-s sur l'unique décile qui leur était attribué et n'avaient donc pas interagi d'une table à l'autre au moment de répondre.

C'est ce qu'on verra dans l'analyse qui viendra plus loin.

Commençons toutefois par situer les revenus de référence qui ont servi à l'exercice.

REVENUS DE RÉFÉRENCE PAR DÉCILE

Pour situer des niveaux de vie, on a besoin d'ordres de grandeur et de repères chiffrés.

La mesure du panier de consommation (MPC) est compilée au Canada depuis le début des années 2000. Elle varie selon la taille du ménage et le lieu de résidence. Elle calcule le coût d'un panier de base qui prend en considération cinq catégories de besoins : la nourriture, les vêtements, le logement, le transport et une catégorie d'autres dépenses comme l'ameublement, le téléphone, l'Internet, les loisirs. Ce panier ne comprend pas les dépenses suivantes : les soins de santé non assurés, les frais de garde et les frais professionnels. On estime qu'au niveau de revenu qu'elle décrit, il faut ajouter environ 7 % à la MPC pour en tenir compte et estimer le revenu après impôt nécessaire à toutes ces dépenses⁵.

Le niveau de revenu décrit par la MPC ne permet pas de sortir de la pauvreté^a. Ce n'est qu'un estimé du niveau de revenu nécessaire pour couvrir les besoins de base de façon à peine suffisante. En dessous de ce seuil, on manque du nécessaire.

Même si elle a son lot d'imperfections, cette mesure fournit un ordre de grandeur concret et utile pour situer la capacité des ménages à se procurer ce panier de base. Nous l'avons donc utilisée ici comme repère, en indexant à 2016 les dernières données connues (2011) pour les agglomérations de 30 000 personnes et moins, une taille applicable à la Gaspésie. Ce sont les données qu'on trouve au tableau 1.

Tableau 1

Seuils de références pour la couverture des besoins de base en Gaspésie (agglomérations de 30 000 personnes et moins) utilisés pour la simulation

Le panier MPC de base (données 2011 indexées à 2016)	Pour se nourrir, se vêtir, se loger, se transporter, et autres	Soins de santé non assurés, frais de garde, frais professionnels	En tout pour vivre
Une personne	17 533 \$	1 227 \$	18 760 \$
Deux personnes	24 721 \$	1 730 \$	26 451 \$
Trois personnes	30 331 \$	2 123 \$	32 454 \$
Quatre personnes	35 065 \$	2 455 \$	37 519 \$

SOURCES : Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CÉPE), *La pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale au Québec : État de situation 2013*, Québec, 2014, www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/CEPE_Etat_Situation_2013.pdf^b; Banque du Canada, *Feuille de calcul de l'inflation*, consultée en octobre 2016^c, www.banqueducanada.ca/taux/renseignements-complementaires/feuille-de-calcul-de-linflation/; calculs de l'auteure.

En raison des travaux mentionnés précédemment, il était également possible de savoir où se situaient les ménages du Québec en 2011 par rapport à leur capacité d'atteindre ce seuil, comme on peut le voir au tableau 2⁶.

- De l'avis même du CÉPE, la MPC ne remplit qu'une des conditions requises (*Prendre la mesure de la pauvreté*, p. 30-31). Il n'existe pas encore de consensus autour d'un indicateur permettant d'estimer combien il faudrait de plus pour remplir les conditions d'une réelle sortie de la pauvreté.
- La MPC est calculée pour une famille de deux adultes et deux enfants, donc de quatre personnes. Les montants pour 1, 2 et 3 personnes ont été calculés à partir de l'échelle d'équivalence donnée en annexe (p. 70) de l'état de situation.
- Source probable, l'indication manquant sur la feuille de calcul, alors que l'auteure était loin d'imaginer que ces préparatifs donneraient lieu à une publication. Le taux de 1,0698 utilisé au moment de l'exercice se situe en fait entre le taux de 1,0680 qu'on obtient en consultant la même feuille de calcul en juin 2017 et le taux de 1,0709 qu'on obtient pour le Canada en consultant le tableau CANSIM 326-0021 de Statistique Canada de janvier 2017 (www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=fra&id=3260021), pour des différences maximales de quelques dizaines de dollars dans les montants indiqués. En réalité, pour une reprise de l'exercice, il serait plus approprié d'utiliser cette dernière source en utilisant l'indice des prix à la consommation pour le Québec, ou, le cas échéant, pour les villes de Québec ou de Montréal.

Tableau 2

Situation moyenne des ménages québécois par rapport à leur capacité d'atteindre le seuil de la MPC en 2011 (en équivalents du panier de référence), par décile de revenu

Ensemble	1,96
Décile 1 (le plus pauvre)	0,47
Décile 2	0,85
Décile 3	1,25
Décile 4	1,55
Décile 5	1,74
Décile 6	1,96
Décile 7	2,20
Décile 8	2,55
Décile 9	2,91
Décile 10 (le plus riche)	4,13

SOURCES : Calculs de Simon Tremblay-Pepin et de l'auteur, IRIS (données 2011 de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu [EDTR] de Statistique Canada).

Tableau 3

Pourcentage moyen du revenu selon la MPC affecté aux dépenses non incluses dans le panier par les ménages québécois en 2011, par décile de revenu

Ensemble	11,07 %
Décile 1 (le plus pauvre)	4,37 %
Décile 2	4,68 %
Décile 3	6,92 %
Décile 4	7,78 %
Décile 5	9,68 %
Décile 6	10,49 %
Décile 7	10,74 %
Décile 8	13,12 %
Décile 9	13,97 %
Décile 10 (le plus riche)	12,09 %

SOURCES : Calculs de Simon Tremblay-Pepin et de l'auteur, IRIS (données 2011 de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu [EDTR] de Statistique Canada).

Alors que cette capacité totale pour l'ensemble de la population aurait permis d'assurer à tous les ménages un niveau de vie correspondant à deux fois le seuil de la MPC, le décile le plus pauvre des ménages disposait de moins de la moitié de ce seuil. Soit moins de la moitié du panier de biens et services réputé indiquer la démarcation entre couvrir ses besoins de base et ne pas les couvrir. L'équivalent de deux fois ce seuil, soit deux fois le panier de référence, était atteint au sixième décile. Quant au décile le plus riche, il disposait en moyenne de plus de quatre fois le seuil de la MPC, autrement dit plus de quatre paniers.

La recherche effectuée pour l'IRIS avait également permis d'évaluer le niveau de revenu supplémentaire affecté aux dépenses hors panier pour chacun des déciles des ménages⁷. C'est le coefficient qu'on trouve au tableau 3.

À défaut de données à jour et aux simples fins de la simulation à tenir, il était logique d'estimer un ordre de grandeur des niveaux moyens de revenus par décile pour 2016 en Gaspésie en fonction de ces coefficients^a. Ce sont les revenus de référence qu'on trouve au tableau 4^b.

Utiles pour se situer dans l'échelle des revenus, de tels repères chiffrés ne reflètent pas pour autant ce qu'ils peuvent signifier dans la vie des ménages.

C'est là qu'intervenait la simulation en faisant appel à l'expérience concrète des personnes présentes par rapport à un certain nombre de questions et de mises en situation : si elles se trouvaient dans un ménage d'une, deux, trois, quatre personnes avec le revenu qui leur était attribué, comment décriraient-elles leur situation et leur réalité dans les contextes proposés?

a Ils n'avaient pas énormément varié dans les dix années précédentes, soit de 2002 à 2011, la capacité collective moyenne étant stable autour de 2 paniers.

b Les petites différences qu'on pourra trouver entre les montants indiqués et la méthode de multiplication indiquée dans la source de ce tableau sont liées au fait que les tableaux 1, 2 et 3 présentent des données arrondies.

Tableau 4

Revenus de référence utilisés pour la simulation (estimation d'un revenu annuel disponible moyen, en \$ de 2016)

	Nourriture, vêtements, logement, transport, autres	Soins de santé non assurés, frais de garde, frais professionnels	En tout pour vivre	Nourriture, vêtements, logement, transport, autres	Soins de santé non assurés, frais de garde, frais professionnels	En tout pour vivre	
Décile 1 – le plus pauvre (0,47 panier)				Décile 7 (2,20 paniers)			
Une personne	8 248	361	8 608	Une personne	38 648	4 149	42 798
Deux personnes	11 629	508	12 137	Deux personnes	54 493	5 851	60 343
Trois personnes*	-	-	-	Trois personnes	66 859	7 178	74 037
Quatre personnes*	-	-	-	Quatre personnes	77 294	8 299	85 592
Décile 2 (0,85 panier)				Décile 8 (2,55 paniers)			
Une personne	14 912	698	15 609	Une personne	44 726	5 866	50 593
Deux personnes	21 025	984	22 009	Deux personnes	63 063	8 271	71 334
Trois personnes	25 796	1 207	27 003	Trois personnes	77 374	10 148	87 522
Quatre personnes**	29 823	1 395	31 218	Quatre personnes	89 450	11 732	101 182
Décile 3 (1,25 panier)				Décile 9 (2,91 paniers)			
Une personne	21 991	1 522	23 513	Une personne	50 987	7 124	58 111
Deux personnes	31 006	2 146	33 153	Deux personnes	71 890	10 044	81 934
Trois personnes	38 043	2 633	40 676	Trois personnes	88 205	12 324	100 528
Quatre personnes	43 980	3 044	47 024	Quatre personnes	101 971	14 247	116 218
Décile 4 (1,55 panier)				Décile 10 – le plus riche (4,13 paniers)			
Une personne	27 152	2 111	29 264	Une personne	72 404	8 755	81 160
Deux personnes	38 284	2 977	41 261	Deux personnes	102 088	12 345	114 433
Trois personnes	46 972	3 652	50 624	Trois personnes	125 255	15 146	140 401
Quatre personnes	54 303	4 222	58 525	Quatre personnes	144 804	17 510	162 314
Décile 5 (1,74 panier)				* Les montants n'ont pas été indiqués, puisque le minimum réputé garanti au Québec dans le pacte social et fiscal pour une famille avec enfants s'avère plus élevé (Ministère des Finances, Régime québécois de soutien du revenu. Budget 2016-2017. Mise à jour consécutive à la mise en place de l'allocation canadienne pour enfants annoncée dans le budget fédéral 2016, Québec, 2016, www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2016-2017/fr/documents/Revenu_Juin2016.pdf). En principe, les familles avec enfants devraient toutes se situer au moins au niveau du décile 2.			
Une personne	30 548	2 956	33 504	** Proche du minimum supposé garanti à 2 adultes-2 enfants sans emploi dans la publication mentionnée ci-dessus.			
Deux personnes	43 071	4 169	47 240	SOURCES : Calculs de l'auteure (données de la colonne 1 du tableau 1 multipliées par les coefficients du tableau 2 pour la première colonne, puis du tableau 3 pour la seconde colonne).			
Trois personnes	52 846	5 115	57 960				
Quatre personnes	61 093	5 913	67 006				
Décile 6 (1,96 panier)							
Une personne	34 412	3 610	38 023				
Deux personnes	48 520	5 090	53 611				
Trois personnes	59 531	6 246	65 777				
Quatre personnes	68 822	7 220	76 043				

RÉSULTATS DE LA SIMULATION

Avant de décrire les réponses recueillies, il vaut probablement le coup de se représenter la scène.

Une centaine de personnes sont réunies dans une salle. Elles sont environ dix par table. Chaque table se place dans la situation du décile qui lui est attribué. Les personnes autour de la table ne sont pas nécessairement elles-mêmes dans cette situation. Elles ont des niveaux de vie possiblement plus élevés ou moins élevés. C'est une simulation. Et elles ont été réparties au hasard entre les tables.

Elles commencent par se présenter et par prendre connaissance des revenus de référence correspondant au décile attribué à leur table sur l'affiche préparée d'avance. Il leur est demandé de porter individuellement attention à la situation d'un des types de ménages décrits (1 à 4 personnes, sans ou avec enfants, et dans ce dernier cas, biparental ou monoparental)^a. L'idée est de s'assurer de considérer un ensemble varié de situations dans le travail de la table. Chaque table se choisit une personne qui inscrira les réponses directement sur l'affiche. Cette affiche laisse voir en quelques mots le genre de questions qui viendront, comme on peut l'apercevoir avec l'illustration 1.

- Qui est dans cette situation en Gaspésie?
- Ce qu'on peut se permettre.
- Ce qu'on ne peut pas se permettre.
- Mise en situation 1^b.
- Mise en situation 2^{c, d}.
- Sur quoi et qui comptons-nous dans cette situation?
- Une image pour représenter cette situation.

Après ce temps d'apprivoisement d'une dizaine de minutes, les questions commencent. À chaque fois, les tables ont une dizaine de minutes pour répondre. L'illustration 2 donne une idée de la dynamique lors de cet exercice.

L'illustration 3 donne une idée de l'allure visuelle des travaux qui seront ensuite mis au mur.

On trouvera ensuite les résultats obtenus. La compilation présentée est exhaustive. Les réponses, notées en vrac à chaque question, comme en témoigne cette troisième illustration, ont simplement été reclassées au besoin en sous-catégories^e. Il faudra bien se rappeler à leur lecture qu'il s'agit de réponses subjectives traduisant des perceptions énoncées dans un court laps de temps.

a Dans le cas du décile 1, le plus pauvre, les choix se limitent théoriquement à des situations de personnes sans enfant, seules ou en couple, ceci parce que le Régime québécois de soutien du revenu garanti aux familles sans emploi des revenus plus élevés que ceux qui sont indiqués pour ce décile (Ministère des Finances, *Régime québécois de soutien du revenu. Budget 2016-2017. Mise à jour consécutive à la mise en place de l'allocation canadienne pour enfants annoncée dans le budget fédéral 2016*, Québec, Gouvernement du Québec, Québec, 2016, www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2016-2017/fr/documents/Revenu_Juin2016.pdf).

b Ces mises en situation ont été choisies avec le comité organisateur de la journée. Il s'agira ici d'une situation liée à la santé où il faut aller suivre des traitements à Québec.

c Il s'agira d'une situation où on « passe au feu ».

d En fait, il y aura trois mises en situation, le temps permettant d'en ajouter une troisième, où il sera question d'un héritage.

e À moins d'un enjeu sur le plan du sens, dans la compilation, les mentions ont en général été standardisées dans la graphie — y compris dans l'usage inclusif du genre, ce qui pourrait être discuté dans ce contexte —, en utilisant les termes les plus proches des énoncés quand ces mentions sont communes à plus d'une table, et en plaçant entre crochets les passages difficilement lisibles. Les interventions d'édition plus importantes apparaissent en italique entre des crochets.

Illustration 1

Exemple d'affiche distribuée à chaque table lors de la simulation (ici la Table 1)

La réalité des inégalités au Québec – Et si nous étions dans le...			
Décile le plus pauvre	1		
Par rapport au panier de base	0,47 panier		
Selon des calculs de Simon Tremblay-Pepin et Vivian Labrie, IRIS (données 2011 de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) de Statistique Canada, ici rapportées à la valeur indexée pour 2016 du panier de la MPC pour des agglomérations de 30 000 personnes et moins)	Nourriture, vêtements, logement, transport, autres	Soins de santé non assurés, frais de garde, frais professionnels	En tout pour vivre
Une personne	8 248	361	8 608
Deux personnes	11 629	508	12 137
Trois personnes	-	-	-
Quatre personnes	-	-	-
Notes	Le minimum réputé garanti pour une famille avec enfants est plus élevé		
Exploration			
1. Qui est dans cette situation en Gaspésie ?			
2. Ce qu'on peut se permettre			
3. Ce qu'on ne peut pas se permettre			
4. Mise en situation 1			
5. Mise en situation 2			
6. Sur quoi et qui comptons-nous dans cette situation ?			
7. Une image pour représenter cette situation			
 <p style="text-align: center;">Revenu disponible à la consommation + 7 %</p> <p style="text-align: center;">Revenu disponible nécessaire en moyenne après impôt</p>			
Le panier MPC de base (données 2011 indexées à 2016)	Pour se nourrir, se vêtir, se loger, se transporter, et autres	Soins de santé non assurés, frais de garde, frais professionnels	En tout pour vivre
Une personne	17 533	1 227	18 760
Deux personnes	24 721	1 730	26 451
Trois personnes	30 331	2 123	32 454
Quatre personnes	35 065	2 455	37 519

SOURCE : Document conçu par l'auteure en collaboration avec le Collectif gaspésien pour un Québec sans pauvreté.

Illustration 2

Une table en action lors de la simulation



CRÉDIT : France LeBlanc.

Illustration 3

Affiches réalisées par les tables affectées aux déciles 1, 5, 6, 10

Affiche for Decile 1 (0.47 panier). The document is titled "Le comité des Inégalités au Québec - Et si nous étions dans le..." and "Décile le plus pauvre". It lists various categories of goods and services with their respective prices and quantities. The total value is 0.47 panier. The document is filled with handwritten notes and signatures.

[...]

Affiche for Decile 5 (1.54 panier). The document is titled "Le comité des Inégalités au Québec - Et si nous étions dans le..." and "Décile". It lists various categories of goods and services with their respective prices and quantities. The total value is 1.54 panier. The document is filled with handwritten notes and signatures.

[...]

Affiche for Decile 6 (1.98 panier). The document is titled "Le comité des Inégalités au Québec - Et si nous étions dans le..." and "Décile". It lists various categories of goods and services with their respective prices and quantities. The total value is 1.98 panier. The document is filled with handwritten notes and signatures.

Affiche for Decile 10 (4.13 panier). The document is titled "Le comité des Inégalités au Québec - Et si nous étions dans le..." and "Décile le plus riche". It lists various categories of goods and services with their respective prices and quantities. The total value is 4.13 panier. The document is filled with handwritten notes and signatures.

SOURCE : Documents recueillis par l'auteure en collaboration avec le Collectif gaspésien pour un Québec sans pauvreté.

Qui est dans cette situation en Gaspésie?

La première question installait l'exercice en permettant de visualiser de qui on parle. En Gaspésie, qui est dans la situation de revenu décrite pour ce décile?

Même s'il n'y a eu pas d'échanges entre les tables, une fois les résultats consolidés dans un même tableau, ceux-ci dessinent un continuum qui reflète bien ce qu'on sait de la stratification des revenus dans la société. Il défile comme suit, de la table du décile 1 (T1) à celle du décile 10 (T10). On peut remarquer que les mentions d'un même métier faites à plusieurs tables sont en général contiguës dans l'échelonnement des déciles.

[Personnes] sans revenu (T1)
Étudiant·e·s (T1)
Personnes sur l'aide sociale (T1, T2)
Salaire minimum (T1)
Temps partiel (T1, - 30 h T2, T3)
Gens invalides et en convalescence (T2)
Retraité·e·s (T2)
Emplois saisonniers (T2, T3, T4)
Situations de chômage (T2, gros chômage T4)
Commerce de détail (T3)
Travail autonome (T3, T7, T8)
Monoparentaux (T4)
Jeunes familles (T4)
Travailleur·e·s du communautaire (T4, DG T5)
Couples avec un salaire (T4, policiers T5)
Technicien·ne·s (T4, en santé, en [éolien] T5)
Travail-famille (T5)
Infirmières (T5)
Fonctionnaires (commis T5, T6)
Enseignant·e·s (T5, profs réguliers T7, éducation T8)
Gestionnaires, gérant·e·s, cadres et personnel de direction (usine T5, grand magasin, Canadian Tire, Métro, Jean Coutu T7, chef·fe·s d'équipe en entreprise T8, directeur·e entreprise, cadre ministère T9, certain·e·s hauts cadres SSS/éducation T10)
Travailleur·e·s de la construction (électricien·ne, plombier·e T6, T7, T8, dans l'Ouest, dans le Nord T9, certain·e·s T10)
Professionnel·le·s, entre autres de la santé, jusqu'au dernier échelon (T6, T7, T8, T9, certain·e·s? T10)
Jeunes professionnel·le·s (T4)
Député·e·s (T10)

Médecins, pharmacien·ne·s (T10)

Certain·e·s propriétaires d'entreprise (T10)
--

Les réponses traduisent aussi la réalité de la région, par exemple avec l'évocation des emplois saisonniers ou des métiers de la pêche.

Usines de pêche (T3)

Pêcheur·e·s de homard (T7)

Propriétaires [de permis de pêche au] crabe (T10)

La table 4 a estimé qu'elle représentait plus de femmes que d'hommes. Et la table 6 a considéré qu'elle représentait majoritairement des personnes au travail. Sans que cette liste, constituée rapidement, ne soit exhaustive ou qu'elle limite les positionnements possibles pour un métier^a, il n'en reste pas moins qu'on se retrouve ici devant un portrait réaliste, où, par exemple, les technicien·ne·s précèdent les professionnel·le·s dans le positionnement des niveaux de vie.

Ce qu'on peut se permettre

La seconde question visait à situer ce qu'on peut se permettre avec le revenu mentionné. Déjà observable dans une simple mise en ordre des réponses, la progression des niveaux de moyens est encore plus évidente si on décompose ces réponses en fonction des sections du panier de la MPC ainsi que des domaines de vie ou de dépenses mentionnés.

Les mentions relatives à la nourriture s'échelonnent de T1 à T10 comme suit :

2 repas/jour (T1)

Jardin (avoir un T1, communautaire T2)
--

Nourriture, spéciaux, dépannage alimentaire, service des organismes communautaires, pêche, cueillette petits fruits (T2)
--

Quelques sorties au resto et petits plaisirs occasionnels (1 à 2 sorties/mois ([dont] restaurant) – 50 \$ T3, T4, T5)

Manger bio (bonne alimentation (bio) T6, T8)
--

Restaurants (T6, T7, T8, T9, ++ T10)

Les mentions relatives aux vêtements s'échelonnent de T1 à T7 comme suit :

Vêtements des friperies (T1)

Vêtements 2e main (T2)

Se vêtir dans les magasins à grande surface (T3)
--

Quelques petits plaisirs (T4)

Vêtements de marque (T7)

a Par exemple, il y a certainement des situations de salaire minimum dans le second décile. De même, un niveau de revenu d'emploi donné suscitera des positionnements différents selon le nombre de personnes et de revenus dans le ménage.

Les mentions relatives au logement s'échelonnent de T1 à T9 et elles fournissent des indications précieuses, par exemple sur le passage possible à la propriété qui se trouve positionné dans les parages des déciles 3 et 4 par ces deux tables.

HLM, avoir un/plusieurs colocataires (T1)
Logement prix modique, (maison), louer une chambre, vivre sur un terrain, vivre en commune (T2)
Limite pour l'accès à la propriété ??? (T3)
Devenir propriétaires (petites maisons), logement décent sans flafla (T4)
Propriétaire (T5, T6, maison (hypothèque) T7, maison T8)
Roulotte (T7)
Chalet (T7, T8)
Belle maison (T9)

Les mentions relatives au transport couvrent tout l'intervalle de T1 à T10. La cohérence dans la progression des moyens est, encore une fois, étonnante entre des tables qui n'ont pas échangé entre elles.

Se déplacer à pied (T1)
Covoiturage, du pouce (T2)
1 voiture usagée ou à faible coût ou louée (T3)
Voiture modeste, une voiture familiale (T5)
2 voitures et plus (T6, T8, T9, T10)
Bonne voiture neuve (T7)

Du côté des loisirs, de T1 à T10, on passe de l'occupation utilitaire sur place aux sorties, aux voyages, avec une progression dans les plaisirs possibles. Les vacances sont mentionnées à partir de T5. Faut-il voir une particularité régionale dans la place prise par les véhicules récréatifs, également à partir de T5? Vu le cumul des possibilités pouvant être associées à l'abondance perçue, les réponses ne sont pas agrégées, mais présentées telles que décrites table par table.

Avoir un jardin (T1)
Jardins communautaires, pêche, cueillette petits fruits, infrastructure gratuite (T2)
1 à 2 sorties/mois (cinéma, restaurant, etc.), moins de 50 \$ (T3)
Quelques petits plaisirs (nourriture, vêtements, voyages), loisirs /spectacles, Internet (T4)
Une vacance annuelle, location camping / chalet, quelques loisirs, enfants ou sport, activités culturelles, sortie occasionnelle au resto, VTT (T5)
Vacances, repas resto, sorties, loisirs (T6)
Voyager, déplacement, chalet, roulotte, chaloupe, quatre roues, restaurant, loisirs, spectacles (T7)

Loisirs +++, voyages, véhicules récréatifs, manger au resto, congé vacances à nos frais (T8)

Voyages, beaucoup de loisirs, motorisé, restaurants (T9)

Voyages, vacances, culture (T10)

L'épargne et l'usage différé de l'argent apparaît à partir de T4 et les assurances à partir de T6.

Économiser un peu (retraite un peu) (T4)

S'« endetter » (T6)

RÉER (T7, T9)

De l'épargne, investissement (T9, placements T10)

Assurances (salaire, santé) (T6)

Assurances + (T8)

Assurance privée (T9)

Les problèmes de santé apparaissent comme un risque diminuant les choix en T4, alors qu'on mentionne à partir de T6 des moyens particuliers pour des soins non assurés dans le régime public.

Parfois plus de choix lorsque maladie (T4)

Assurances ([...] santé) broches, lunettes (T6)

Soins de santé au privé (T8, T9)

Services médicaux et professionnels (T10)

Les moyens liés à l'éducation apparaissent en T7.

Études des enfants, études à l'étranger (T7)

Cours privés, études (T8, éducation privée T10)

Quelques mentions, entre autres liées à l'épargne, touchent aux retraites.

Économiser un peu (retraite un peu) (T4)

Meilleure retraite (T6)

RÉER (T7, T9)

Une bonne retraite (T9)

Retraite précoce (T10)

L'aide domestique est mentionnée par trois tables contiguës de revenus élevés et spécifiquement comme un emploi féminin.

Employée de ménage (femme de ménage T7, T8, femmes de ménage T9)

Une remarque de la table 2 donne son niveau de revenu comme référence pour la simplicité volontaire. La table 4 rappelle que la présence d'enfants et notamment d'enfants plus vieux peut changer le portrait de ce qu'on peut se permettre.

Les mentions restantes livrent une impression générale sur ce qu'on peut s'offrir et en fournissent une sorte de résumé.

Même pas la base (T1)
Chercher des gratuités (T2)
1 à 2 sorties/mois, moins de 50 \$ (T3)
Besoins de base, quelques petits plaisirs, rêver un peu (T4)
Peu d'imprévu, sortie occasionnelle (T5)
Biens de luxe (T8)
Luxe, gâterie, être généreux, philanthropie (T9)
Consommation ++, avoir le choix de gaspiller, dons (retour impôt), pouvoir social, reconnaissance (T10)

Une fois décomposées ainsi, on peut constater que ces réponses obtenues en quelques minutes offrent une mine d'informations. Elles se valident mutuellement par les progressions et les continuités qu'elles esquissent indépendamment entre les déciles des ménages.

Ce qu'on ne peut pas se permettre

Un peu comme on peut le faire dans les méthodes d'établissement de seuils dans les recherches sur la perception sensorielle, la question suivante de la simulation abordait les moyens disponibles à rebours en invitant à évaluer ce qu'on ne peut pas se permettre dans la situation attribuée à chaque table.

Les réponses recueillies confirment à leur tour plusieurs affirmations et progressions de la section précédente. Elles ouvrent aussi sur une sorte d'envers du décor qui échappe à un strict regard monétaire et qui reconduit à d'autres dommages, difficultés ou dimensions selon les cas.

Commençons cette fois par des considérations d'ordre plus général parmi les réponses. Avec les revenus indiqués, on pense ne pas pouvoir se permettre ce qui suit :

Magasiner, offrir des cadeaux, se gâter, socialiser, espérer de t'en sortir (T1)
Payer une pension alimentaire (T2)
Avoir un imprévu (T2, ni d'extra ! (ex. hausse d'électricité) T3, pas trop d'imprévu (perte d'emploi) T4)
Paix « d'esprit », aucune baisse de revenu (pas de marge de manoeuvre) (T3)
Pas de 3e enfant, de ne pas [faire d']économie (T4)
Perdre son emploi (T4, T5)
Ne peut pas ne pas faire un budget, pas d'abus, un divorce (T5)
« Grand luxe », de ne pas faire de choix, dépenser sans calculer, tout le temps libre (travail) qu'on veut (T6)
Parrainer l'immigration de ses parents (T7)

Arrêter (de travailler T7, T9)
Du haute gamme dans tout, tous les choix du point [précédent sur ce qu'on peut se permettre] (T8)
Payer des impôts plus élevés (T9)
Ce qu'on ne peut pas se permettre d'acheter : amour, ami·e·s, santé, items de grand luxe : yacht, avion, île (T10)

En examinant ces réponses selon l'ordre des tables, on aperçoit l'évolution des contraintes et soucis matériels : de l'absence d'espoir et d'accès à des biens, aux coûts imprévus, à la nécessité de budgéter, au choix parmi les luxes, à l'accès aux grands luxes, et à ce qui ne s'achète pas. On voit à partir de T4 l'importance de l'emploi qu'on ne peut pas se permettre de perdre (T4, T5) ou d'abandonner (T7, T9). Cette liste fait également ressortir des contraintes relationnelles, dans l'ordre mentionné : socialiser, faire des cadeaux, payer une pension alimentaire, un troisième enfant, un divorce, un parrainage. On peut supposer qu'il y a une pointe d'humour dans la mention de la table 9 qu'à ce niveau de revenu, on considère ne pas pouvoir se permettre de payer des impôts plus élevés.

Regardons maintenant les réponses relatives à des catégories précises de dépenses.

Les contraintes alimentaires dans ce qu'on ne peut pas se permettre ne sont mentionnées que de T1 à T4.

Gourmandise, se gâter, nourriture de qualité et la quantité (T1)
Sortie [...] et restaurant, recevoir de la visite pour souper, pas de gâterie (T2)
Pas de bouffe bio (T4)

Les participant·e·s de la table 1 mentionnent que les revenus indiqués ne permettent pas de fumer ou de boire de l'alcool. La mention de la table 4 sur la nourriture bio confirme ce qui était mentionné à la section précédente à l'effet que ces aliments sont perçus comme non accessibles sous un certain revenu.

Les contraintes vestimentaires ne sont mentionnées qu'aux tables T1 et T2.

Vêtements convenables, produits esthétiques (T1)
Vêtements neufs (T2)

Ce qu'on ne peut pas se permettre sur le plan du logement illustre les différences de perspectives et confirme les espoirs et les limites de l'accès à la propriété pour les trois premiers déciles.

Téléphone, avoir un logement décent, s'assurer (habitation et [...]) (T1)
Internet (T1, T2)
Avoir une maison (T1, achat maison T2, accès à la propriété T3)
Cellulaire, câble (T2)
Maison secondaire, piscine creusée et spa (T7)
Villa (T9)

Au niveau du transport, ce travail à rebours sur ce qui n'est pas accessible confirme, par la mention d'autres tables, la progression aperçue dans la section précédente, de l'absence de véhicule à sa quantité et sa qualité, avec à la clé quelques boutades sur ce qui paraît hors de portée des plus hauts revenus.

Voiture (T1, T2)
Achat d'une voiture neuve (T3)
2 voitures (T4, T5)
Ferrari (T7)
Chauffeur privé (T8)
Avion (T9, T10)

Les loisirs sont mentionnés comme hors de portée aux tables 1 et 2, et en quantité limitée à la table 3. Les premières tables mentionnent des limites aux activités de socialisation. Ne pas pouvoir se permettre de voyager apparaît comme un marqueur entre les cinq premiers déciles et les suivants, avec les mentions, fort intéressantes encore une fois pour les constantes observées dans les progressions, que ce sont les voyages en famille en T4, et à l'étranger en T5, qu'on ne peut pas se permettre à ce niveau de vie. La table 1 remarque de son côté que les vacances comme telles sont hors de sa portée. Le contraste est là avec le degré de plaisance qui est mentionné comme hors de portée aux tables 7 et 10.

Loisirs (T1, T2, activités limitées T3)
Socialiser (T1)
Recevoir de la visite pour souper (T2)
Sortie culturelle et restaurant (T2, spectacles, sorties en famille T4)
Vacances (T1)
Voyages (T1, T2, T3, en famille T4, à l'étranger T5)
Hôtel 5 *, pas de snowbirds, tour du monde (T7)
On peut pas aller dans l'espace [<i>visage sourire</i>], items de grand luxe : yacht, avion, île... (T10)

Les remarques sur l'épargne, échelonnées de T2 à T7, donc plus au milieu du continuum, suivent une progression encore une fois constante, de ne pas pouvoir s'en permettre à ne pas pouvoir se permettre certains investissements.

Épargne (T2, T3, avec enfants, pas d'économies T4)
Retraite pas avant 65 sans fonds de retraite (T5)
Investissements et abris fiscaux, si endetté moins de liberté (T6)
Acheter une franchise, actions à risque (T7)

Sur le plan de la santé — qui ne s'achète pas, aura remarqué la table 10 —, il est intéressant également d'observer que quatre des cinq premières tables mentionnent qu'on ne peut

pas se permettre d'être malade, les deux premières tables précisant également des soins non assurés inaccessibles.

Soins de santé, dentiste, lunettes, te soigner et prendre soin de toi, s'assurer ([...] vie) (T1)
Être malade (T1, problèmes de santé!! T3, à long terme T4, T5)
Privé de médicament (échantillons [médicaux]), soins paramédicaux (T2)
Ce qu'on ne peut pas se permettre d'acheter : [..., ...] santé [...] (T10)

L'éducation supérieure semble hors de portée pour la table 1, et y contribuer pour ses enfants quand ils étudient à l'extérieur, pour la table 4.

Éducation supérieure (T1)
Études postsecondaires à l'extérieur pour tes enfants (contribuer) (T4)

Rappelons ici qu'il s'agit de réponses obtenues en quelques minutes. Elles viennent néanmoins confirmer l'intérêt de procéder dans les deux sens (ce qu'on peut se permettre/ce qu'on ne peut pas se permettre) pour situer les moyens correspondant à un niveau de vie donné.

Mise en situation 1. Votre médecin vous trouve une maladie rare. Il vous envoie à Québec pour des traitements qui vont durer deux mois. Que faites-vous ?

Il avait été convenu avec le comité organisateur que cette simulation comprendrait des mises en situation susceptibles de refléter des réalités pouvant être vécues dans la région, tout en étant pertinentes pour l'ensemble des niveaux de vie et des situations de ménages considérées. Sur un ensemble de possibilités, le comité a choisi trois situations. C'est ce qu'on trouvera maintenant avec les trois prochaines étapes de la simulation. Leur teneur a été précisée à mesure aux participant-e-s.

La première mise en situation choisie par le comité reflète une réalité régionale qui a nécessairement un impact sur les conditions de vie des ménages et dont on pouvait supposer que cet impact varierait selon les niveaux de vie. Elle était formulée comme suit : « Votre médecin vous trouve une maladie rare. Il vous envoie à Québec^a pour des traitements qui vont durer deux mois. Que faites-vous ? »

Encore une fois, chaque table avait une dizaine de minutes pour répondre.

Cette fois, on comprend mieux les réponses recueillies si on les reclassifie en fonction des impacts et des types de soutien qui sont associés à la situation évoquée. Rappelons qu'il s'agit d'une simulation et donc des réflexes qui viennent aux participant-e-s dans un contexte hypothétique.

Commençons par les impacts.

Une partie des réponses touche à l'impact sur le traitement. Il s'avère très différencié selon le niveau de revenu exploré, de la possibilité de refuser ce traitement, mentionnée dans trois des quatre premières tables, à la bonification de celui-ci dans les trois dernières tables.

On ne peut pas y aller, donc possible qu'on refuse les traitements (T1)
Impossible d'avoir une chambre privée si pas d'assurance, rétablissement plus difficile (T2)
Faire le choix de ne pas recevoir de traitements (personnes seules) (T3)

^a La formulation initiale de la question identifiait Montréal, mais le comité organisateur a indiqué que pour la Gaspésie, c'est à Québec que ça se passe !

Laisser aller (pas prendre les médicaments) (T4)
On y va sans problème, bien se loger à Québec (T8)
On se loue un appartement en ville, soins dans le privé, guérir + vite, se concentre à guérir, sans inquiétude (T9)
On y va, on peut se permettre d'autres alternatives, on a plus de choix pour : hébergement, nourriture, etc. (T10)

Ces conséquences sont liées à l'impact financier. Le continuum des différences dans les niveaux de soucis est perceptible, avec d'une part, l'impossibilité (T1), la perspective de l'endettement (T1, T2, T3, T4, T6), les réflexes de tenter du financement solidaire (T1, T2, T3, T4) et d'autre part, les marges de manœuvre et d'arrangements possibles (T8, T9, T10), où l'endettement possible prend plutôt le nom de prêt (T7, T10), en passant par l'épuisement des marges financières, la gestion des obligations, la rationalisation des dépenses et l'abandon d'autres projets.

Peut pas payer tes traitements, peut pas te nourrir si pas hospitalisé-e, devoir emprunter des sous à des proches, comment les factures continuent de se payer ? (T1)
Levée de fonds, ajuster le budget (endettement ++++), médication dispendieuse (T2)
Campagne de socio-financement, levées de fonds, carte de crédit, marge de crédit (T3)
Sort tes économies (selon le niveau d'endettement), emprunt/aller vers le crédit, socio-financement, louer la maison, couper les frais fixes (téléphone, Internet, etc.) (T4)
On s'appauvrit, des choix à faire — annulation de projet, assurer l'entretien de la maison, les animaux, les paiements, l'employeur (T5)
Désorganise, couper dans nos dépenses, « bateau ne coulera pas », s'endetter (?), « épuiser notre bas de laine », met sur la glace les projets (T6)
Prêt personnel (T7)
Gérer financièrement la situation (T8)
Les moyens d'être accompagné-e, prend un congé maladie payé (T9)
On a les moyens de s'organiser : assurances ou argent de côté, prêt, vend des actifs (T10)

Les différences d'impact sur la personne sont à l'avenant, de l'intensité des mentions de stress, d'anxiété et de dépression (T1, T2, T4, T5) jusqu'à l'absence de problème (T6, T8, T9, T10).

ON CRÈVE!!! (T1)
Facteur de stress et anxiété, rétablissement plus difficile, dépressif (T2)
Santé mentale (dépression/suicide) (T4)
Gérer le stress, la vie en ville, cherche hébergement temporaire, déplacement, bureaucratie à apprivoiser (T5)
« Bateau ne coulera pas » (T6)
On y va sans problème (T8)
Sans inquiétude (T9)
On y va, on a les moyens de s'organiser (T10)

D'autres mentions touchent à l'impact relationnel, de l'effet d'isolement aux moyens de l'accompagnement, en passant par ce qui arrive aux enfants (T4, T5, T6)^a.

On ne peut pas y aller ou tu y es seul·e (T1)
Vit de l'isolement, la famille ne peuvent pas toujours suivre (T2)
Demande le soutien de la famille (enfants) (T4)
Les enfants : réseau de contacts (T5)
Isole, faire voyager les enfants (T6)
Les moyens d'être accompagné·e (T9)

Quels types de soutien sont mentionnés et par qui ?

Le soutien de la famille et des proches apparaît important, notamment pour l'hébergement, un facteur de coûts important, pour le financement comme tel, et pour les enfants. Il n'est pas mentionné par les tables 8, 9 et 10.

Essaie de te trouver un ami pour te loger, devoir emprunter des sous à des proches (T1)
Parenté et ami·e·s pour l'hébergement et les repas (T2)
Vérifier s'il y a des gens (familles pour l'héberger) (T3)
Demande le soutien de la famille (enfants), chercher ami·e·s/famille pour hébergement (T4)
Les enfants : réseau de contacts (T5)
Hébergement parenté, réseau famille (T7)

Le soutien de la communauté est envisagé par les tables 2 à 5, avec sans doute une mémoire historique et pratique de la vocation charitable des communautés religieuses. Il n'est pas mentionné par les tables suivantes.

Fondation de l'hôpital et les différentes fondations existantes, organismes, fondation religieuse (T2)
Communautés religieuses (T3)
Aller voir aide [...]associations/communautés religieuses (T4)
Communautaire (T5)

Un soutien du secteur public en services et en conseils est envisagé par les tables 1 à 5.

Peut pas te nourrir si pas hospitalisé (T1)
Médecin (T2)
Contacts auprès d'OC ^b pour obtenir du soutien (T3)
Aller voir aide gouvernementale, remplir les formulaires (T4)

a On peut remarquer à diverses reprises, dans les réponses aux questions posées, des mentions d'enjeux liés aux enfants par les tables des déciles intermédiaires.

b Abréviation courante pour des organisateur·e·s communautaires. Pourrait aussi référer à des organismes communautaires.

Faire appel aux services sociaux, bureaucratie à apprivoiser (T5)

Les mentions relatives à l'emploi, de même qu'aux protections et assurances publiques ou collectives, semblent devoir être traitées ensemble, de leur absence à leur présence.

Impossible d'avoir une chambre privée si pas d'assurance (T2)

Espère avoir une assurance (T4)

Assurer [*ici au sens de gérer les implications*] [...] l'employeur (T5)

Chômage maladie 15 semaines, assurance collective, rente invalidité, 200 km + frais (une partie) (T7)

Avec des assurances (T8)

Prend un congé maladie payé (T9)

On a les moyens de s'organiser : assurances [...] (T10)

La perspective de la mort possible se fait présente tout au long du continuum dans cette mise en situation, avec des tonalités différentes, de l'ironie et du cri à la gestion des conséquences.

Demande l'aide médicale à mourir, ON CRÈVE!!! (T1)

Santé mentale ([...]/suicide) (T4)

Pronostic court « frais notaire – funéraires » (T7)

Peut préparer au pire, crée une fondation (T9)

Si, une fois ordonnées, ces réponses semblent aller de soi, on peut penser qu'il aurait été bien difficile de prévoir ce que cette centaine de personnes choisirait de mentionner.

Mise en situation 2. Vous passez au feu et votre habitation est une perte complète. Que faites-vous ?

La catégorisation selon l'impact et les types de soutien évoqués convient aussi à la seconde mise en situation. Cette fois, les tables devaient répondre à une question qui les mettait devant un désastre subit comme il peut s'en produire dans toutes sortes de lieux et de situations : passer au feu. La question était la suivante : « Vous passez au feu et votre habitation est une perte complète. Que faites-vous ? »

Voici un cas où l'impact des assurances s'avère déterminant. Il est partie prenante de l'impact financier et il est mentionné par toutes les tables. La gradation des conséquences envisagées est à nouveau perceptible, de la possibilité de ne pas avoir d'assurances (T1, T2, T3, T4) et de l'appel aux dons que cela peut générer (T1, T3), à la disponibilité, rapidité et qualité des remplacements possibles (T5, T6, T7, T8, T9, T10).

On est pas assuré, on a tout perdu, collecte des dons (T1)

Cela change rien, on avait rien, il y a une différence si t'as une assurance ou tu n'as pas d'assurances (T2)

Appels à la solidarité, crédit temporaire ? Dépendamment si on a une assurance habitation, dons (T3)

Réclame aux assurances et on croise les doigts /si on a pas d'assurances on est dans la merde (T4)

Vérifier notre assurance, on a les moyens de pallier, il y a des pertes pour [%] années, choix à faire, revoir le remplacement à la baisse, paperasse (T5)
Assurances, on a les moyens d'assumer les délais (T6)
Assurance qui couvre ça (T7)
On recommence à neuf avec nos bonnes assurances en étant vigilants et vigilantes (T8)
On se reconstruit sans problème (bonne assurance) (T9)
On appelle les assurances (T10)

L'intensité de l'impact personnel et relationnel est à l'avenant.

Devient dépendant-e de tous, grève de la faim, dépression, maladie, *SURVIE* (T1)
On pleure, panique, dépression, on se lève les manches, on frappe aux portes (T2)
Soutien psychologique (T5)
On recommence à neuf, en étant vigilants et vigilantes (T8)
Sans problème (T9)

Le soutien familial et des proches est mentionné jusqu'à la table 5.

On utilise le réseau social (si on en a un) (T1)
Espère que l'entourage va nous héberger temporairement (T2)
Appels à la solidarité, se retourner vers parents/ami-e-s (T3)
On demande soutien famille/[...] (T4)
Faire appel au réseau d'ami-e-s (T5)

Le soutien de la communauté est mentionné jusqu'à la table 7, avec une attente prévisible du côté de la Croix-Rouge (T1, T2, T3, T5, T7), connue pour ce genre de soutien d'urgence.

On utilise le réseau, les organismes (Croix Rouge, Centre Accalmie, maison hébergement), organismes de dépannage alimentaire, centre action bénévole (T1)
On se lève les manches, on frappe aux portes des organismes, Croix Rouge, Chevaliers de Colomb aide (T2)
Appels à la solidarité, Croix Rouge (T3)
On demande soutien [...] /communauté, on contacte les organismes communautaires, on va au sous-sol d'église (T4)
La Croix Rouge (T5)
Croix Rouge, aide communauté surtout s'il y a pas de famille, pas de réseau (T7)

De façon étonnante à première vue, mais correspondant à la réalité quand on y repense, le soutien du secteur public n'est mentionné par personne.

Les tables 6 et 7 font des mentions relatives à l'emploi.

Journées accordées du milieu de travail (T6)
Risque de perdre sa clientèle si travailleur-e autonome (T7)

Un dernier ensemble de remarques est lié à l'ensuite, avec une gradation de moins de biens (T1, T3, T5) à une amélioration possible de sa situation à même sa réparation (T8, T9, T10).

Après tout ça : HLM, colocation, collecter le minimum (meubles, vêtements...) (T1)
[On] espère que l'entourage va nous héberger temporairement (T2)
Se retourner vers la location au lieu de l'achat d'une nouvelle maison (T3)
On cherche un loyer en attendant (T4)
Revoir le remplacement à la baisse (T5)
Relocalisation (T6)
On recommence à neuf (T8)
On se reconstruit sans problème, avec décor moderne, on va vivre à l'hôtel ou au chalet, voyage en attendant (T9)
On s'en va au chalet et on se fait reconstruire la maison qu'on souhaite (T10)

Si ces estimations faites indépendamment par les dix tables tiennent, elles viennent souligner que les sinistres peuvent soutenir voire accentuer les écarts de niveaux de vie en fonction des moyens des ménages qui les subissent.

Mise en situation 3. Vous recevez un héritage de 5 000 \$. Que faites-vous ?

La troisième mise en situation avait été préparée comme un bonus, si le temps le permettait. Ce fut le cas. Elle visait à explorer la différence que pouvait faire un même montant venant s'ajouter à la variété des revenus représentés dans le continuum exploré, en l'occurrence 5 000 \$, par exemple dans le contexte d'un héritage. La question était la suivante : « Vous recevez un héritage de 5 000 \$. Que faites-vous ? »

Cette fois, c'est l'usage du montant qui permet d'analyser les réponses.

Le réflexe de rembourser des dettes est partagé par toutes les tables sauf une, avec peut-être un brin d'ironie pour la table 10.

Payer des dettes (T1, T2, T3, T4, une dette % T5, T6)
Donner \$ sur un prêt étudiant (T7)
Donner sur une hypothèque (T8)
Finir de payer sa moto (T10)

Les six premières tables évoquent de pourvoir à des besoins en attente, incluant des rattrapages, de l'entretien, des réparations, voire des rénovations pour les tables 5 et 6. Dans ces besoins, la mention contiguë sur les soins dentaires des tables 1, 2 et 3 en signale à la fois l'im-

portance et la difficulté d’y accéder dans la vie courante. À nouveau, la progression est perceptible dans le continuum des réponses.

Dentiste, rattrapage, s’acheter une minoune, magasiner du linge (T1)
Achat, meubles et vêtements, payer paramédicaux, dentiste, lunettes (T2)
Répondre aux urgences (réparations, santé (dents), auto, pneus) (T3)
On remplace ce qui est trop usé, on fait les travaux urgents, réparation de la voiture (T4)
Rénovations (T5)
Projet de construction ou rénos (T6)

Le réflexe de se permettre un extra ou un luxe est envisagé par toutes les tables sauf une, ce qui correspond bien au degré de liberté que peut apporter une rentrée d’argent imprévue. Ce sont la quantité, la qualité et la nature du luxe, de même que le degré d’aisance auquel cette dépense vient s’ajouter, qui varient selon le continuum. Par exemple, on peut noter l’usage du qualificatif « petit-e » en début de continuum (T2, T3) par rapport aux termes « de plus » ou « grosse » en fin de continuum (T8, T9, T10).

Restaurant, sortie/gâterie (T1)
Petit voyage, visiter famille et sortie culturelle (T2)
Se permettre une gâterie (petite) qui fait du bien!! (T3)
Un voyage, un luxe, un 4x4 [10], un skidoo, une sortie de magasinage, une folie (T5)
On se paie un luxe, ex. : voyage ou autre, c’est un + pour nous, assure de l’extra (T6)
Se gâter, 1 semaine vacances enfants (T7)
Un bien de luxe de plus non nécessaire, loisirs +++, un voyage de plus (T8)
Acheter de l’art, partir en voyage imprévu, s’offrir ou offrir une grosse gâterie! (T9)
Un voyage de +, œuvre d’art (T10)

Le partage, autrement dit, le reversement de la somme reçue vers d’autres personnes, est un autre réflexe partagé. Il prend la forme de la fête et de la gratitude envers les donateurs en début de continuum (T1, T2). On peut noter l’usage commun du mot « don » par les quatre dernières tables (T7, T8, T9, T10).

Banquet pour le défunt, gros party! (T1)
Paye un souper au homard à la famille et ami·e·s(es) qui nous ont aidés, visiter famille (T2)
Héritage équitable, fonds d’étude pour enfants (T5)
Possibilité de partager, d’aider (T6)
Cadeaux enfants, donner \$ études enfants/ma mère, don pour reçu charité, philanthropie (T7)
Faire un don, partager avec un proche (T8)

Payer voiture à son enfant, dons, ou bonus aux employé·e·s (T9)
Don aux enfants + cadeaux Noël, don pour retour impôt (T10)

Une autre partie des réponses, répartie elle aussi sur l'ensemble du continuum des tables, touche à l'épargne et aux investissements. Elle prend la forme d'un investissement en nature en T1 : on fait des provisions. On cherche à pourvoir aux études dans quatre tables intermédiaires contiguës (T5, T6, T7, T8)^a.

Acheter un congélateur et banquier de la bouffe, réserve de bouffe (T1)
Garder un peu d'argent pour les imprévus, 500 \$ (T2)
Le mettre de côté (épargne), mise de fonds pour accès à la propriété (prix modique) (T3)
On place dans CÉLI/RÉÉER (T4)
Une petite réserve, fonds d'étude pour enfants, un placement (T5)
Régime épargne étude (T6)
Placements, [cf. « donner \$ études enfants »], don pour reçu charité (T7)
Jouer à la bourse, économiser à la Caisse, investir pour les études (T8)
Placements (T9)
RÉÉER, placement, don (retour impôt) (T10)

Une remarque de la table 1 fait voir que le montant de 5000 \$ indiqué pour cette simulation d'héritage ne couvre pas une situation d'effets inversés qui serait apparue si le montant avait été de 10 000 \$: l'apport supplémentaire aurait été en partie récupéré pour les personnes à l'aide sociale.

5000 \$, c'est la limite, si t'as plus tu te fais couper l'aide sociale (T1)
--

D'où l'intérêt, pour tenir compte de cet impact systémique connu, d'indiquer un montant plus élevé si cette mise en situation devait être reprise dans d'autres simulations.

Sur quoi et qui comptons-nous dans cette situation ?

La question suivante visait à explorer plus particulièrement la perception des bases d'appui pouvant caractériser la culture de fonctionnement propre aux niveaux de revenus indiqués. Elle était formulée comme suit : « Sur quoi et qui comptons-nous dans cette situation ? » Le « quoi » permettait d'évoquer une variété d'aspects, et le « qui » invitait à porter attention à la dimension plus humaine et sociale.

Les réponses recueillies reflètent ces deux invitations.

Commençons par le « qui » en rappelant que, comme pour les sections précédentes, il s'agit de suppositions faites dans le cadre d'une simulation, d'autant plus qu'on s'éloigne ici d'une mise en situation pouvant fournir des repères concrets.

Les réponses montrent comment on se voit compter sur soi, sur les proches, sur le communautaire et sur le secteur public.

Compter sur soi apparaît à pratiquement toutes les tables. Les trois premières tables parlent d'une part d'autosuffisance et de débrouillardise. Parmi un ensemble d'autres aspects, s'y ajoute

a La mention elliptique de la table 7 (« donner \$ études enfants ») n'indique pas nécessairement un investissement, mais elle ne l'exclut pas non plus.

dans les cinq tables suivantes le fait de compter sur sa santé (T4, T5, T6, T7, T8), une autre affirmation à ranger parmi les mentions distinctes à caractère contigu dans la continuité des tables, avec une connotation de « chance » pour la table 4 et une connotation de « bonne » santé, pour la table 8. Les deux dernières tables se voient compter sur leurs compétences et leur niveau économique.

Autosuffisance (T1)
Le système D (T2)
Sur soi-même (débrouillardise) (T3)
Toi-même (priorités), santé et chance (T4)
Mon employabilité, notre autonomie/santé, chercher des occasions positives, surveiller les rabais (T5)
Capacité d'emprunt, notre santé, sur nous-mêmes (on se débrouille...), on se jugerait à demander de l'aide, on paie les services, PEUR D'ÊTRE JUGÉ·E (T6)
Soi-même (seul·e) si en santé + (T7)
Notre « bonne » santé, notre éducation, notre diplôme (T8)
Compter sur nos compétences et notre valeur matérielle (T9)
Compte sur notre revenu (ou celui de notre conjoint·e), on a moins besoin des autres, éducation, réputation, expérience... si notre situation change (T10)

De la première à la dernière table, on se voit s'appuyer sur la famille et les proches, peut-être moins pour la dernière table.

Réseau social (proches, ami·e·s, famille) (T1)
La famille, les ami·e·s (T2)
La famille, les ami·e·s (T3)
Famille et [...] (T4)
Nos réseaux (T5)
Notre famille (T6)
Famille, ami·e·s, conjoint·e·s (T7)
Sur nos contacts, ami·e·s riches (T9)
Compte sur notre revenu (ou celui de notre conjoint·e), on a moins besoin des autres, contacts (T10)

On s'appuie sur le communautaire jusqu'à la table 7. La remarque de la table 6 notée plus haut, à l'effet qu'à son niveau de revenu, « on se jugerait à demander de l'aide » et qu'on paie les services, la peur d'être jugé-e, étant notée avec des majuscules, signale peut-être un point d'inflexion en cette matière. Ce registre d'appuis semble aller de pair avec le réflexe de s'appuyer sur le secteur public, lequel n'est pas mentionné au-delà de la table 5.

Organismes communautaires/[...], jardins communautaires, soupe populaire, refuges (T1)
Les organismes communautaires, la communauté, l'église (T2)
Les organismes communautaires, programmes communautaires (ex. : Fondation bon départ pour les sports/enfants) (T3)
[...] et communauté, organismes budgétaires (T4)
Nos réseaux, organismes communautaires, services de proximité (T5)
[Cf. « On se jugerait à demander de l'aide, on paie les services, PEUR D'ÊTRE JUGÉ-E »] (T6)
Communautaire (T7)
Organismes [...]/gouvernementaux, CLSC (T1)
La Ville, les programmes sociaux (T2)
L'État (T3)
Aides gouvernementales (allocations familiales), nuances : selon l'âge des enfants, bon médecin (T4)
Services de proximité, accès aux services (T5)

Si on passe au « quoi », compter sur son emploi, ainsi que sur ses ressources matérielles et financières, sont deux réponses qui semblent aller de pair et qui reviennent pour l'ensemble des tables. La perception d'exclusion du marché de l'emploi formel se lit dans les mentions de la première table. À ranger parmi les remarques contiguës, et pratiquement comme un « qui », les trois tables suivantes (T2, T3, T4) réfèrent à l'emploi en utilisant le mot « employeur ». Compter sur des produits financiers s'ajoute pour les quatre dernières tables (T7, T8, T9, T10).

Quêter, travailler au noir/job en dessous de la table, criminalité pour survivre (vol, prostitution) (T1)
L'employeur, (espoir loterie) (T2)
Son employeur (T3)
Bon conseiller financier, organismes budgétaires, assurance par employeur (T4)
Stabilité d'emploi, mon employabilité, surveiller les rabais, accès à la propriété (T5)
Capacité d'emprunt, notre « JOB » (T6)
Internet, assurances collectives, placements (T7)
Notre travail, nos assurances, nos biens, nos économies, RÉER, placements, les institutions financières (T8)
Sur nos épargnes, sur [...] et notre sécurité d'emploi, notre valeur matérielle (T9)
Notre revenu (ou celui de notre conjoint-e), placements, assurances (T10)

Une remarque un peu étonnante de la table 7 suppose qu'à ce niveau de revenu, « on compte sur le maintien du système actuel ». Elle contraste avec les expédients mentionnés par les tables 1 et 2. Celles-ci renvoient aux marges de ce même système, avec leurs exutoires supposés et des besoins pressentis de valeurs transcendantes sur lesquelles s'appuyer.

Alcool, drogue (se soigner, oublier), écoute, soutien moral, partage, non-jugement, respect, ouverture, quêter, travailler au noir/job en dessous de la table, *dumpster diving*, criminalité pour survivre (vol, prostitution) (T1)

La religion, le système D (espoir loterie) (T2)

On compte sur le maintien du système actuel (T7)

En un sens, ce constat introduit bien la dernière question, laquelle a permis d'explorer cette dimension systémique par une autre voie.

Des images pour représenter cette situation

La dernière question qui attendait les participant-e-s à cette simulation avait pour but de leur permettre de résumer leur impression par une image. Elle était formulée comme suit : « Une image pour représenter cette situation ». Chaque table était invitée, toujours en quelques minutes, à trouver une image, dessinée ou décrite par des mots, qui serait apte à livrer comment, au terme de l'exercice, ses membres percevaient le niveau de vie qu'ils et elles venaient d'explorer.

Une coïncidence frappante a vite été repérée une fois que les affiches ont été mises côte à côte en vue de la plénière : le recours, non concerté, par les tables 4 et 5 à l'image d'un funambule en équilibre sur un fil pour exprimer leur impression. Ce fait saillant a conduit à repérer d'autres contextes d'affirmations contiguës, au moment de l'analyse du tableau consolidé des réponses à chaque question, de la table 1 à la table 10, avec les résultats qu'on a vus jusqu'à maintenant.

Cela dit, une analyse plus minutieuse des images mises de l'avant par les dix tables a laissé voir une cohérence encore plus fine et continue entre l'ensemble de ces représentations. C'est ce que nous verrons maintenant en passant par les trois clés de lecture suivantes :

- une lecture topologique « sol-air » ;
- une lecture « survivre, vivre, vivre bien, voire très bien » ;
- une lecture « soucis-sourire ».

Chacune de ces clés peut être rapportée à des métaphores et emplois figurant dans d'autres travaux, ce qui invite à considérer attentivement ce qui s'est trouvé signifié à la suite de cet appel à passer par l'imaginaire.

PREMIÈRE CLÉ DE LECTURE. Commençons par la lecture topologique^a. Elle va nous permettre de prendre connaissance, dans l'encadré qui apparaît au tableau 5, de l'ensemble des dix images proposées et de constater comment elles se sérient par rapport au sol et à l'espace^b.

Si on reprend l'image du funambule sur un fil des tables 4 et 5, on dispose d'un premier repère : un équilibre précaire au-dessus d'une ligne^c. En examinant l'ensemble des réponses, on

a J'emprunte ici à mon expérience de recherche du côté de la tradition orale du conte populaire, où cette façon d'aborder les récits et leurs mondes imaginaires par leur dimension spatiale ou quasi géographique, s'est avérée fructueuse (Vivian Labrie, « Going through Hard Times : A Topological Exploration of a Folktale Corpus from Quebec and Acadie », *Fabula*, 1999, 40, 1/2, 50-73, et Vivian Labrie, « Traverses et misères dans les contes et dans la vie. Essai de systématisation d'un réflexe de chercheur », *Ethnologie*, 2004, 26, 1, 61-93, www.erudit.org/revue/ethno/2004/v26/n1/).

b Les explications mises en italiques entre crochets décrivent des éléments dessinés. Les autres inscriptions sont textuelles. La liste est exhaustive et reprend tout ce qu'on trouve sur les affiches.

c Retenons au passage à quelles tables arrive cette ligne de référence. Alors qu'elle aurait pu être suggérée par les explications relatives au seuil de la MPC ayant été données au début de l'exercice (la présentation de diapositives préalable à l'exercice référait explicitement à ce seuil comme à une « ligne »), elle apparaît plus haut dans l'échelle des revenus, dans les parages d'un seuil MPC et demi à un seuil et trois quarts, selon la capacité en équivalent panier (1,55 et 1,74) associée aux déciles pris

Tableau 5

Clé de lecture « topologique » des représentations proposées par les tables pour la situation du décile qui leur était attribué

Soleil-dollars

[soleil sourire avec des dollars en guise d'yeux] (T10)

Grande aire

[château], [voiture avec inscription BMW], [avion au-dessus d'un arbre ou d'une île] (T10)

Sécurité, confort, confiance, estime de soi, [maison], [inscription Air Canada Paris], [voiture avec une roulotte remorque] (T9)

Sur terre et dans l'air

Chat domestique, [dessin d'un chat], on retombe sur nos pattes, belle vie, on a 7 vies, on manque de rien (T8)

Sur terre

Éléphant : force, personne joyeuse [visage sourire] avec verre de [coupe de vin], enfants, tablette [et son dessin], spa [et son dessin], cigare [et son dessin], Subaru (T7)

Au-dessus de la ligne, hors terre

Personne qui sourit dans la piscine « hors terre », table avec bonne bouffe bio, classe qui paie et qui donne (seule qui peut faire de l'insomnie) (T6)

En équilibre précaire au-dessus de la ligne

Classe moyenne, [un personnage avec une grande barre en équilibre sur un fil tendu entre deux poteaux] (T5)

Funambule sur la corde, si quelque chose arrive, ça tombe vite (T4)

Dans l'eau qui fait des vagues, la tête au-dessus de la ligne

[une famille de quatre personnes, enfant, homme, femme, enfant, dans l'eau et les vagues, avec la tête qui sort de l'eau] (T3)

Efforts attendus pour se hisser du creux vers la ligne

Logement, maladie, \$, dette, Ho! Hisse!, [personnage à côté d'une maison, entouré par les expressions « maladie », « logement », « \$ », « dette », à un bout d'une ligne avec un creux qui remonte vers un personnage à l'autre bout qui dit « Ho! Hisse! »] (T2)

Coincement au sol, enfoncement, entraînement vers le bas

Siphon, [personnage confiné, assis par terre avec un nuage au-dessus de la tête], [personnage qui marche avec un objet indéterminé dans une main], [tourbillon] (T1)

Sous terre

Pierre tombale, [pierre tombale avec l'inscription RIP] (T1)

SOURCE : Compilation de l'auteur.

en charge par les tables 4 et 5. Cette ligne repère inattendue indique possiblement un seuil intuitif important à considérer dans ce qu'il révèle pour la compréhension du continuum des niveaux de vie ainsi explorés et pour leur mise en dialogue.

peut constater que ce repère délimite, de façon assez étonnante, un au-dessous, du confinement sous terre à cette ligne de référence, pour les tables 1 à 3, puis un au-dessus, de cette ligne à un espace vaste qui s'élève ensuite peu à peu du sol pour les tables suivantes.

En suivant les images décrites dans cet ordre et en portant attention, dans ce qui les compose, aux caractéristiques qu'on peut inscrire dans l'espace, les progressions de niveaux deviennent évidentes, et ceci, rappelons-le, sans qu'il y ait eu concertation entre les tables^a.

La pierre tombale de la table 1 évoque clairement un positionnement sous terre et le reste de la description, un coincement au sol, un enfoncement et un entraînement vers le bas. L'image de la table 2 inscrit un creux qui isole et un appel à des efforts pour se hisser de ce creux vers une ligne. L'image de la table 3 met en scène un groupe dans la vague qui n'a que la tête au-dessus de l'eau ou de la ligne. L'image repère du funambule des tables 4 et 5 réfère, tel que mentionné précédemment, à un équilibre précaire au-dessus d'une ligne. L'image de la table 6 se positionne « hors terre ». Dans les images de la table 7, l'éléphant et la Subaru suggèrent un contact solide au sol. Le chat qui rebondit de la table 8 évoque un va-et-vient entre l'air et le sol. Il retombe au sol, sur ses pattes. Les images des tables 9 et 10 agrandissent l'espace en passant par les airs. Une partie de l'image de la table 10 ajoute à cette montée en altitude en associant le soleil à des dollars.

Tout en procédant d'une dynamique d'élaboration très différente, une fois mise en ordre, cette série d'images distinctes suscitée dans le cadre de la simulation rejoint d'assez près l'ordonnance de la parade de Pen, une métaphore imaginée par ce chercheur en 1971 pour parler d'inégalités.

En plus de leur valeur exemplaire, les histoires et métaphores peuvent aussi être considérées comme des tentatives de modéliser. On peut rappeler ici le sens ancien de la *theoria*, qui désignait à la fois le fait d'assister au passage d'une procession -- un peu comme dans « regarder passer la parade » -- et le cortège lui-même. Il y a de ça dans une théorie : une mise en représentation de la réalité dans un monde second, dérivé de ce monde premier, dont on devient le spectateur. On tente ainsi de s'extraire du monde dans lequel on est pour s'éclairer sur ses règles et éventuellement gagner en capacité de prédiction.

Ce sens ancien de la *theoria* s'applique pour ainsi dire littéralement à [...], la parade des revenus, utilisée d'abord par l'économiste néerlandais Jan Pen en 1971, et reprise ensuite dans plusieurs publications, pour faire voir l'hénaurme de la disproportion entre les revenus des plus pauvres et des plus riches dans nos sociétés.

Le procédé consiste à supposer une parade d'une heure dans laquelle les individus d'une population défilent par ordre croissant de revenu, la hauteur de chacun étant proportionnelle à son revenu, avec comme repère que la hauteur moyenne d'un humain, nous, les spectateurs, correspondrait au revenu moyen. Pendant les premières minutes, selon Pen, les individus seraient minuscules, ne dépassant pas quelques centimètres. À la demie de l'heure, ils nous arriveraient à la taille, n'atteignant notre taille qu'après quarante-cinq minutes. Dans le dernier six minutes, les grandeurs deviendraient rapidement affolantes : 5 mètres, 15 mètres, 30 mètres. Les derniers individus auraient plus de 1 500 mètres de haut et la semelle de leurs chaussures atteindrait 30 mètres de haut. On peut ajuster les données selon les sociétés et les années, mais l'effet reste le même : une impressionnante sensation d'irréel et de dérèglement de la loi de la gravité, le début de la parade étant littéralement collé au sol et sa fin s'élançant quasi dans l'apesanteur vers des hauteurs incompatibles avec les proportions fonctionnelles de la vie sur Terre.

Vivian Labrie, « La parade des revenus », dans Alain Noël et Miriam Fahmy, éditeur-e-s, *Miser sur l'égalité*, Montréal, Fides, 2014, p. 33-34.

a Vu que ces images présentent une logique d'ascension de la table 1 à la table 10, l'ordre d'exposition employé jusqu'à maintenant est inversé dans les tableaux de cette section pour en faciliter la lecture, du bas vers le haut.

Cette dynamique spatiale présente aussi des analogies avec la métaphore des escaliers roulants apparue en 2003 pour décrire les descensions et les ascensions systémiques qui influent sur les positions sociales.

Il faut raconter ici l'histoire de la métaphore des escaliers roulants, apparue en 2003, au Collectif pour un Québec sans pauvreté, dans un groupe incluant plusieurs personnes en situation de pauvreté qui réfléchissait sur la couverture des besoins essentiels. Devant les nombreuses évocations d'échelles et d'escaliers qui avaient marqué les rencontres précédentes, une personne a fait valoir que la société devrait plutôt être comparée à un palier comportant à une de ses extrémités un escalier roulant qui monte, et à l'autre, un escalier roulant qui descend. Vivre la pauvreté ressemblerait à tenter de monter dans un escalier qui descend, une situation incompréhensible pour la cohorte qui monte sans peine dans un escalateur qui monte avec elle.

Cette métaphore, souvent reprise depuis, au Québec et aussi en France, fait voir les asymétries inscrites dans beaucoup de mécanismes d'ascension sociale. Elle permet aussi de faire jouer dans le modèle la différence entre un paradigme centré sur la transformation des comportements des personnes pauvres (aider à monter les marches) et un paradigme attentif aux mécanismes systémiques de même qu'à l'ensemble des positionnements dans le système (agir sur les escaliers roulants).

Ces métaphores ont en commun de suggérer un cadre de référence externe aux stricts comportements individuels pour expliquer ce qui peut générer et entretenir les disproportions. Un mécanisme paradoxal transforme la règle commune apparente du « salut » en une forme de double message et de double règle : on [ne] peut [pas] s'en sortir dans l'égalité en jouant à ce jeu [selon ses règles annoncées]. Il faut donc interroger le jeu et ses règles et déterminer une forme d'action possible vers un autre paradigme, vers une autre forme de normalité permettant de résoudre durablement les disproportions et de générer des parités et des formes de convivialité gagnantes pour tous les protagonistes.

Vivian Labrie, « Les escaliers roulants. » Dans Noël et Fahmy, *op. cit.*, p. 105-106.

DEUXIÈME CLÉ DE LECTURE. On peut également faire de cette succession d'images une lecture « survivre, vivre et vivre bien, voire très bien ». Sans les reprendre intégralement, l'encadré suivant en fournit les repères, de la mort (T1), à la précarité avec ses états instables (T2, T3, T4, T5, T6), à un état stable et établi (T6, T7), à la belle vie (T8), à plusieurs vies (T8), à une référence à l'ailleurs (T9, T10).

Cette lecture rejoint des références qu'on va trouver dans diverses publications et affirmations relatives à la dépense intérieure dure et aux dollars vitaux⁸, au déficit humain⁹, au bien-être, au mieux-être, voire même à l'expression « *jet set* ». Elle ne rejoint pas nécessairement la notion du bien vivre ou *buena vivir*, venue des peuples autochtones d'Amérique du Sud, qui se situerait plutôt dans un autre paradigme où on cherche de bonnes conditions communes en dehors d'une vision ascensionnelle de la vie.

Tableau 6

Clé de lecture « survivre, vivre, vivre bien, voire très bien » des représentations proposées par les tables pour la situation du décile qui leur était attribué

Ailleurs

[soleil sourire avec des dollars en guise d'yeux], [avion au-dessus d'un arbre ou d'une île] (T10)

[inscription Air Canada Paris], [voiture avec une roulotte remorque] (T9)

Plusieurs vies

On a 7 vies (T8)

Belle vie

Belle vie, on manque de rien (T8)

État stable et établi

Force, personne joyeuse [visage sourire] avec verre de [coupe de vin], Subaru (T7)

Personne qui sourit dans la piscine « hors terre », table avec bonne bouffe bio (T6)

Précarité, état instable

Classe qui paie et qui donne (seule qui peut faire de l'insomnie) (T6)

[un personnage avec une grande barre en équilibre sur un fil] (T5)

Funambule sur la corde, si quelque chose arrive, ça tombe vite (T4)

[dans l'eau et les vagues, avec la tête qui sort de l'eau] (T3)

[personnage à côté d'une maison, entouré par les expressions « maladie », « logement », « \$ », « dette »] (T2)

Siphon [tourbillon] (T1)

Mort

Pierre tombale (T1)

SOURCE : Compilation de l'auteur.

TROISIÈME CLÉ DE LECTURE. La troisième clé de lecture qui s'est présentée, de type « souci-sourire », porte attention aux mentions écrites ou dessinées de sourires dans les réponses et aux références à l'aisance dans les images choisies, en contraste avec l'expression du difficile ou si on préfère, des soucis. Cette dichotomie est précisément située dans les images décrites. On passe d'un pôle à l'autre à la table 6.

Tableau 7

Clé de lecture « soucis-sourire » des représentations proposées par les tables pour la situation du décile qui leur était attribué

Sourire

[soleil sourire] (T10)
Sécurité, confort, confiance, estime de soi (T9)
On retombe sur nos pattes, belle vie, on manque de rien (T8)
Personne joyeuse [visage sourire] avec verre de [coupe de vin] (T7)
Personne qui sourit, bonne bouffe bio (T6)

Soucis

Classe qui paie et qui donne (seul qui peut faire de l'insomnie) (T6)
[un personnage avec une grande barre en équilibre sur un fil] (T5)
Funambule sur la corde, si quelque chose arrive, ça tombe vite (T4)
[dans l'eau et les vagues, avec la tête qui sort de l'eau] (T3)
Logement, maladie, \$, dette, Ho! Hisse! (T2)

[personnage confiné, assis par terre avec un nuage au-dessus de la tête] (T1)

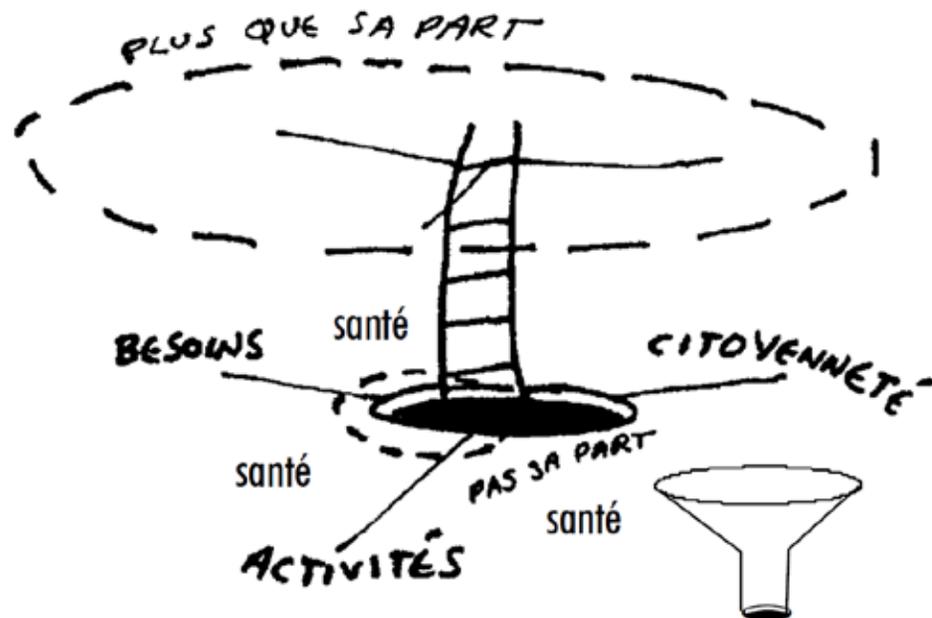
SOURCE : Compilation de l'auteure.

Cette façon de lire les réponses rejoint cette fois une métaphore « soupir-respir » venue en 1998 à un participant en situation de pauvreté, Serge-Emmanuel, du Carrefour de savoirs sur les finances publiques à Québec.

Adam Smith, le père du libéralisme économique, affirmait qu'il fallait cinq cents pauvres pour faire un riche. Faut-il accepter cette pyramide pour fonctionner dans l'économie de marché? La question vous est posée. Une chose est sûre : quand on est au bas de cette pyramide, on se sent comme devant une forteresse. On ne se sent pas compris. On se fait souvent interdire l'accès aux portes. En tout cas on ne se sent pas bien. Pour expliquer son malaise, Serge-Emmanuel introduit une autre pyramide inversement proportionnelle à la place que t'occupes dans la hiérarchie sociale : la marge de manœuvre et de respiration. Il compare l'affaire à un entonnoir : en haut de l'échelle, y a de l'air autour, c'est sûr que tu respirez, en bas, t'es serré et comprimé comme dans un tuyau, c'est sûr que tu soupirez.

[...]

Quand on vit la pauvreté, on est dans le tuyau de l'entonnoir dont parle Serge-Emmanuel, et qu'on retrouve dans le schéma ci-contre.



Éliminer la pauvreté, ce serait trouver le moyen de permettre aux personnes qui sont dans ce tuyau d'agrandir l'espace autour d'elles et d'avoir accès à ces grandes fonctions qui font la vie en société.

Ce serait aussi travailler à réduire les écarts entre le haut et le bas, même si c'est dérangeant, parce que ces écarts n'ont aucune justification valable sur le plan humain. Ils n'ont que des justifications dans la loi du marché.

Lors d'un débat au Parlement de la rue en novembre 1997, des gens ont défini la santé comme étant le fait de pouvoir accéder aux trois pôles identifiés ici : les besoins, l'activité, la citoyenneté. Plusieurs personnes ont expliqué que la santé était en dehors de leur cercle, de leur marge de manœuvre. On comprend mieux en voyant ça pourquoi la pauvreté est un déterminant de la mauvaise santé dans La politique de la santé et du bien-être du Québec. On comprend mieux aussi qu'en faisant de la place, on travaille en même temps au développement de personnes et de communautés en santé.

Carrefour de savoirs sur les finances publiques et Labrie, *op. cit.*, Fiches 1 et 5^a.

Autres commentaires

Les participant·e·s avaient la possibilité d'ajouter des commentaires à leurs affiches, ce qu'ont fait quelques tables. À cette étape de la présentation des résultats, ces commentaires viennent simplement confirmer ce qui a été constaté dans les sections précédentes.

Y a rien pour nous aider, on est pas écouté·e et pas compris·e, les organismes répondent aux rôles des institutions gouvernementales, désengagement social, les organismes sont pauvres, difficile de répondre aux besoins (T1)

Contexte social précaire, peut causer l'effritement du tissu familial, beaucoup de stress, anxiété, dans sa vie en général (T3)

a Cette image de l'entonnoir et les explications apportées à l'époque rejoignent à leur tour la métaphore du beigne ou de l'anneau utilisée par Kate Raworth et Oxfam International en 2012 pour décrire un monde « juste et sûr » qui se retrouverait entre les limites intérieures (un plancher social) et extérieures (un plafond environnemental) d'un tel anneau (Kate Raworth, *Un espace sûr et juste pour l'humanité. Le concept du « donut »*. Documents de discussion d'Oxfam, Oxford : Oxfam International, Oxford, 2012, www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/dp-a-safe-and-just-space-for-humanity-13o212-fr_3.pdf).

Pas à l'abri des imprévus sérieux : comme perte d'emploi, séparation, mortalité, accident/
maladie prolongée, mais on peut faire des choix ! mais les bons (T5)

Très bien gérer nos imprévus !, [*visage sourire*] (T8)

Y en a pas de problème (T9)

Facilité, moins de stress, + de possibilités, avoir le choix, on peut
prévoir, émotions, satisfaction (T10)

APPRENTISSAGES

Au terme de cet exercice, après une pause repas^a, un temps de plénière a permis à la salle de s'approprier l'ensemble des résultats. À défaut d'une captation, qui n'avait pas été prévue dans le cadre de cette expérimentation, mais qui s'imposerait si on devait la systématiser, quelques notes^b rappellent la teneur des propos tenus à ce moment.

Parmi ces constats :

- l'approche par paniers est facilitante ;
- la logique des déciles et leurs gradations ont paru proches de la réalité ;
- la question se pose quant à ce qui est de l'ordre de la part commune et de ce qui est propre à la vie en ville ou aux différences régionales, incluant leurs effets sur les moyens dont on dispose^c ;
- certaines difficultés ont un caractère régional manifeste, par exemple pour la Gaspésie, l'accès à la santé, aperçu dans une des mises en situation, et l'accès à l'éducation supérieure ;
- il a été plus difficile de se mettre dans la situation des deux extrêmes, soit le décile 1 et le décile 10 ;
- les mises en situation font voir l'importance de la contribution des organismes communautaires et de l'action bénévole ;
- des épreuves comme un incendie affectent tout le monde, mais on s'en tire mieux quand on a un avantage au plan monétaire ;
- plusieurs situations de besoins sont difficiles à combler pour les déciles de 1 à 5 ;
- le pouvoir d'agir, c'est plus facile quand on a la tête au-dessus de l'eau ;
- il reste une impression qu'avoir plus d'argent augmente l'appétit pour les biens matériels et qu'on investira davantage dans le matériel là où des plus pauvres investiront davantage dans les relations de proximité ;
- on se demande ce que des « riches » penseraient de cet exercice ;
- des préoccupations sont exprimées sur le désengagement de l'État au niveau des services publics et sur la charge qui est reportée sur les individus, avec les déchirements que ça peut impliquer ;
- on s'interroge sur l'importance du désir d'aider les régions dans l'action gouvernementale et sur la façon de le faire.

Au-delà de ces impressions recueillies sur-le-champ, à la suite d'un examen sommaire des réponses obtenues, qu'apprend-on maintenant de leur compilation plus systématique ?

Certains apprentissages touchent à la méthode, d'autres aux résultats comme tels.

a Pour l'anecdote, le comité organisateur avait prévu un lunch qui reprenait pour le repas du midi les proportions explorées par chaque table le matin. L'idée n'était pas tant de reproduire des situations réelles par rapport à l'alimentation, où l'expérience du manque ou de l'abondance se module bien différemment dans la réalité (l'enjeu n'est pas seulement dans la quantité, mais aussi dans la qualité de ce qu'on se procure, et on ne dépense pas nécessairement son revenu dans les proportions utilisées pour composer le panier de consommation, par exemple quand les dépenses fixes accaparent plus que cette proportion). Il s'agissait plutôt de permettre d'expérimenter une différence programmée d'accès à la couverture d'un besoin réel : prendre un repas le midi. Les participant-e-s de chaque table ont donc reçu de l'argent de Monopoly en proportion du degré de couverture établi pour le décile des ménages qu'elles avaient exploré par rapport au panier de la mesure du panier de consommation. Par exemple, les participant-e-s de la table 1 ont donc reçu la moitié du « montant » qui avait été établi pour un repas modeste, assimilé pour l'occasion au seuil de la MPC. Les participant-e-s de la table 6 ont reçu deux fois ce « montant » et celles et ceux de la table 4, quatre fois ce montant. Sans élaborer davantage sur ce moment informel qui avait aussi son côté ludique, mentionnons simplement que les participant-e-s n'auront pas eu le cœur de se plier longtemps à la consigne : les billets ont circulé et tout le monde a mangé à sa faim.

b Transmises par le Collectif gaspésien pour un Québec sans pauvreté.

c Une personne a parlé du « paradoxe gaspésien », une région plus pauvre par rapport à l'ensemble du Québec, mais où la perception de sa santé est positive.

À propos de la méthode

Le regard sur la méthode importe d'autant plus qu'on apprend ici d'un contexte fortuit dont les résultats s'avèrent d'une cohérence inattendue. On pourrait résumer ce contexte comme suit :

- on teste une idée
- à l'occasion d'une opportunité de croisement de savoirs dans un événement citoyen,
- laquelle prend des allures de recherche-action,
- dont les résultats peuvent être analysés et ordonnés
- en fonction d'un cadre de référence quantitatif préexistant et établi de façon fiable, en l'occurrence la capacité moyenne des ménages, ordonnés du décile le plus pauvre au plus riche, à couvrir leurs besoins par rapport à la mesure du panier de consommation.

De ce contexte particulier, on apprend qu'une centaine de personnes qui connaît le coût de la vie dans son milieu peut, en peu de temps et avec une certaine concision dans les réponses, faire des liens entre des niveaux de revenus et des conditions de vie concrètes, et que cette évaluation fournit des repères cohérents.

Un constat est particulièrement frappant : alors que ces quelque cent personnes étaient réparties au hasard en dix tables répondant chacune aux mêmes questions du point de vue des revenus d'un décile particulier des ménages dans l'échelle des revenus, elles ont produit deux types de résultats cohérents, soit :

- des cooccurrences du même entre déciles contigus
- et des gradations dans les réponses, des déciles les plus pauvres aux déciles les plus riches.

On peut s'étonner de ces deux manifestations de cohérence alors que seulement un segment des niveaux de revenu était confié à chaque table. Ces deux traits ont été relevés a posteriori lorsque l'ensemble des réponses a été consolidé dans un tableau et analysé question par question en fonction du décile pris en charge par chaque table. Il y a donc une forme de confirmation indépendante fournie par la consolidation subséquente des réponses dans le continuum des déciles analysés.

Dans l'explication de cet effet de cohérence, on doit écarter l'hypothèse d'un effet de sélection parmi les données. Toutes les réponses ont été retenues et compilées dans un tableau consolidé par question et par décile. De même, elles ont toutes été traitées et reclassées dans les catégories choisies au moment de l'analyse question par question.

De plus, avec le travail par déciles, la catégorisation était fine : chaque table se concentrait sur une fraction restreinte des ménages, avec des revenus moyens précis comme référence, tout en disposant de la même information sur les seuils de la MPC. On aurait pu s'attendre à ce qu'un tel degré de précision soit trop grand pour l'évaluation demandée ; il a probablement plutôt évité des réponses trop stéréotypées ou dichotomiques, où les nuances nécessaires au repérage des effets contigus et des gradations auraient pu manquer. Ce qui pouvait au départ sembler une contrainte sur le plan de l'animation s'avère probablement à terme un avantage au plan méthodologique.

On peut donc supposer que si les réponses ont produit des effets contigus et des gradations, on touche au moins en partie à une connaissance commune des conditions de vie.

Les participant·e·s en ont témoigné au moment de la plénière en constatant l'ensemble des résultats, alors qu'ils et elles pouvaient les apprécier à partir de leur propre niveau de revenu, après avoir fait l'effort le matin de se placer dans une situation pré-attribuée. Il y avait dans la salle des personnes couvrant l'ensemble des déciles ayant fait l'objet de la simulation du matin. Elles ont trouvé le tableau d'ensemble réaliste, avec la réserve mentionnée plus tôt sur la difficulté d'évaluer les déciles extrêmes.

Cette réserve rappelle les difficultés inhérentes au fait de procéder par simulations. Les réponses auraient-elles été différentes si elles étaient venues de personnes qui vivent réellement les niveaux de revenus simulés ? La question reste ouverte et invite à tenter l'expérience. Cela dit, la vie réelle comporte également son lot de présupposés. On y procède aussi par estimations, et pas toujours avec une connaissance précise de son propre revenu disponible.

De même, avec leur diversité de valeurs, de projets, de désirs, de contraintes et de modes de vie, les situations de vie réelle varient certainement beaucoup par rapport à ce qui a été estimé par les participant-e-s comme étant typique des niveaux de vie explorés dans cette simulation.

On pourrait donner l'exemple des voyages ou de la nourriture bio, situés assez haut dans l'échelle des revenus par les participant-e-s quant à ce qu'on peut se permettre avec un niveau de revenu donné. Ces pratiques peuvent très bien faire partie du mode de vie de certains ménages à revenu moindre que ceux qui ont été indiqués. À l'inverse, on peut disposer d'un revenu élevé et vivre plutôt selon des moyens et des valeurs mentionnés dans cette exploration pour des revenus moins élevés.

À propos des écarts de niveaux de vie

Alors que retenir de l'univers différencié des niveaux de vie par déciles qui a été tracé dans cette exploration ?

L'ensemble cohérent de traits qu'on y trouve pour caractériser les niveaux de vie offre des représentations, à prendre pour ce qu'elles sont, et des repères concrets qui resteront éventuellement à croiser et à confirmer à leur tour, ce qui ouvre un champ de réflexion et des questions pouvant conduire à plus ample exploration.

Malgré toutes les distorsions et exceptions possibles dans ce qu'il expose, cet ensemble illustre concrètement comment et à quel point les conditions de vie, les préoccupations qui y sont associées et leur cumul peuvent différer en fonction du niveau de revenu. On peut y observer le passage du registre du manque à celui de l'aisance, voire de la grande aisance.

Il fait voir aussi des univers de préoccupations différenciées par rapport aux biens et services qui se transigent dans la société, qu'il s'agisse des besoins de base comme se nourrir, se vêtir, se loger, se transporter et ainsi de suite, ou des possibilités qui s'offrent sur le plan de la santé, de l'éducation et de l'épargne.

Pour en donner une illustration, on pourrait confronter le portrait par décile de ménages ainsi construit par les participant-e-s aux publicités qui traversent une soirée devant le téléviseur : à qui s'adressent-elles ? On peut penser ici, par exemple, aux messages publicitaires relatifs à l'accès à la propriété, à l'achat d'une voiture, aux voyages ou aux produits financiers.

Si on en juge par les clés de lecture qui se sont dégagées à leur analyse, il y a probablement un bon résumé du portrait d'ensemble dans les images proposées par chacune des tables pour résumer la situation du décile exploré : du confinement au sol à la libre circulation sous le soleil, de la survie mortifère à une vie très confortable, des soucis aux sourires.

Il y a certainement une indication aussi précieuse qu'imprévisible dans le fait que deux tables représentant deux déciles contigus, le décile 4 et le décile 5, aient choisi de représenter la situation aperçue pour leur décile par la même image d'un funambule sur un fil. Elle est confirmée par le fait que les tables ayant porté attention aux trois déciles moins nantis aient choisi des images où l'on se débat sous une ligne et que les images venues des tables explorant les cinq déciles plus nantis ont comme caractéristique de se détacher progressivement de cette gravité qui retient au sol. Ce marqueur, qui arrive à l'intérieur d'un ensemble de déciles de ménages habituellement associés à la classe moyenne, invite à sa façon à dépasser les stéréotypes associés à cette notion de classe moyenne pour raffiner la compréhension des mouvements systémiques qui rapprochent ou démarquent les ménages dans le continuum des niveaux de vie.

L'addition des pièces du puzzle fait également voir plusieurs exemples d'effets d'escaliers roulants, où l'escalateur du bas de l'échelle ajoute au mouvement vers le bas alors que celui du haut de l'échelle ajoute au mouvement vers le haut, même dans des situations de catastrophe. C'est notamment ce qu'a bien traduit la mise en situation relative à un incendie.

Les mises en situation ont montré l'importance que prennent les soutiens, l'entraide et la solidarité collective quand la vie se fait pesante et que l'argent manque. Elles ont montré également des points d'inflexion, autour des déciles 6 et 7, à partir desquels la capacité financière escomptée semble prendre le pas sur la nécessité de l'interdépendance.

Ces points d'inflexion seraient-ils confirmés par d'autres simulations ?

Conclusion et suites possibles

On arrive ici au terme de cette tentative de description attentive d'une occasion d'exploration qui a donné lieu à des résultats inattendus. Elle relève bien sûr aussi du regard qu'a pu lui consacrer son analyste, elle-même insérée dans la société aux revenus inégaux qu'une centaine de personnes ont tenté de voir en face le temps d'une simulation. D'où l'attention mise dans ce document à donner accès à l'ensemble des réponses recueillies par question et par table.

L'exercice aura permis d'esquisser une représentation concrète des univers de vie qu'on peut associer à des niveaux de revenus qui peuvent paraître à première vue abstraits.

Miroir, portrait, instantané? Avec quelles distorsions et quel réalisme? Comment se rapprocher d'une description fiable? Répondre à ces questions supposerait entre autres de réitérer l'expérience, par exemple dans d'autres milieux, tant urbains que ruraux. On pourrait éventuellement la tenter aussi avec des gens ayant une pratique des niveaux de revenu mentionnés, avec d'autres mises en situation, ou en tenant compte de diverses conditions qui n'ont été qu'évoquées pendant l'exercice, par exemple la présence et l'âge des enfants, notamment aux études, ou l'insertion dans un mode de vie alternatif.

Le caractère de recherche-action de la méthode utilisée a permis des prises de conscience sur place. La centaine de personnes qui a participé à ce rendez-vous sur les inégalités a apprécié ce qu'elle y a vécu, comme l'a montré l'évaluation de la journée. La question du passage à l'action transformatrice y a aussi été posée.

À cet égard, cette journée a fait voir l'importance de la mise en dialogue des modes de vie entre niveaux de revenu différents. Elle a également révélé la possibilité d'opérer à plusieurs une brèche acceptable dans l'immense tabou qui fait souvent l'impasse sur les malaises liés à la conscience sourde des disparités et à la crainte de s'y confronter. En analogie au voile d'ignorance préconisé par John Rawls pour aborder les questions de justice, il y a peut-être une piste pratique dans le fait de ne pas parler uniquement pour soi et de se placer respectueusement et à plusieurs dans la situation d'une catégorie de revenus qui nous est présentée.

Quelles suites imaginer maintenant vers un bien-vivre ensemble dans plus d'égalité?

De façon très prosaïque, poursuivre dans une telle direction implique de disposer des informations qui ont permis cette simulation ordonnée par déciles de revenu, ce qui n'est pas acquis. D'où l'intérêt que les institutions chargées de recueillir et de diffuser les données statistiques qui ont permis leur compilation puissent intégrer sur une base régulière la méthodologie développée à l'IRIS pour décomposer le revenu disponible en fonction de la couverture des besoins de base.

Ces compilations sont nécessaires au sens collectif des proportions. Elles sont nécessaires pour se demander, alors que la société québécoise a les moyens d'assurer à tout son monde deux fois le seuil de revenu nécessaire à la couverture des besoins de base, quel degré d'écart de conditions de vie concrètes est acceptable par rapport à cette capacité collective d'aisance qui est atteinte présentement au sixième décile des ménages. Et pour se persuader que la couverture de la base est réalisable, alors qu'elle manque présentement, de façon très concrète et quotidienne, à une part significative de la population, en l'occurrence le décile le plus pauvre des ménages et une partie du décile suivant.

Post-scriptum

D'UN INDICATEUR POUR SUIVRE LES SITUATIONS DE PAUVRETÉ À UN REPÈRE DES DISPARITÉS EXISTANTES ET DES SOLIDARITÉS POSSIBLES

Malgré une revendication citoyenne qui a été beaucoup reprise depuis 1998 à l'effet que les protections sociales devraient couvrir les besoins de base et que le salaire minimum à temps plein devrait permettre d'échapper à la pauvreté, il reste beaucoup à faire pour que cette revendication devienne réalité.

En dépit de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, adoptée par l'Assemblée nationale du Québec en 2002¹⁰, qui engage à « tendre vers un Québec sans pauvreté », et malgré les plans d'action^a et les cibles de revenu qui y ont fait suite¹¹, les décisions suivent difficilement. L'aide sociale de base couvre de moins en moins les besoins de base¹². Et même s'il progresse un peu, le salaire minimum est encore loin d'assurer un niveau viable¹³.

Au Québec, bien qu'un indicateur de sortie de la pauvreté reste encore à calibrer, un certain consensus s'est établi depuis 2009, à la suite d'un avis du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CÉPE), autour de la mesure du panier de consommation (MPC) « pour suivre les situations de pauvreté sous l'angle de la couverture des besoins de base »¹⁴. Dans les états de situation publiés régulièrement depuis par le CÉPE, cette mesure a été utilisée à cette fin, par exemple pour déterminer des taux et des nombres de personnes et de ménages vivant sous ou autour de ce seuil, ou pour lui comparer des seuils implicites. Autrement dit, elle a servi comme mesure de faible revenu.

De son côté, l'Institut de la statistique du Québec a introduit un indicateur de développement durable, mis à jour lui aussi régulièrement, qui montre les écarts entre le revenu familial disponible et le seuil de couverture applicable selon la MPC¹⁵. Ce procédé laissait entrevoir le potentiel de la MPC comme seuil de référence socialement significatif pour aborder des enjeux d'inégalité.

Des travaux publiés par l'IRIS en 2016 ont permis à leur tour d'explorer plus attentivement ce potentiel et d'évaluer plus précisément où se situaient l'ensemble des ménages par rapport à ce seuil de couverture entre 2002 et 2011. Les résultats rappellent les liens systémiques à considérer entre pauvreté et inégalités. Ils confirment l'intérêt de ce seuil comme repère pour opérer la jonction et aborder ces liens plus explicitement qu'on ne le fait habituellement, notamment dans les publications gouvernementales^b. Par exemple, il a été estimé qu'en 2011, il manquait 3,6 G\$ pour que ce niveau de couverture soit assuré à l'ensemble des ménages, soit moins de 2 % du revenu disponible total après impôt, qui était alors d'environ 191 G\$. En même temps, les compilations réalisées ont mis en évidence d'importantes disparités entre les ménages par rapport à ce seuil vital, sous lequel on se retrouve pour ainsi dire en déficit humain.

Cette méthodologie a fait voir que, de 2002 à 2011, alors que la capacité collective permettait bon an mal an d'assurer à tous les ménages deux fois le seuil de la MPC (soit l'équivalent de deux paniers de consommation), le revenu du dixième, ou décile, le plus pauvre des ménages les avait limités en moyenne à la moitié de ce seuil, soit un demi-panier. Il s'agissait d'un déficit chronique de couverture de leurs besoins de base, avec des préoccupations en conséquence. Il fallait se situer dans le sixième décile pour se rapprocher de la capacité collective de deux

a Une troisième mouture du plan d'action requis par cette loi est à venir à l'automne 2017.

b Pour en donner un exemple, le mot « inégalités » reste absent des deux pages, par ailleurs étoffées, servant d'outil de consultation en 2017 au gouvernement fédéral pour une éventuelle stratégie de réduction de la pauvreté (Emploi et Développement social Canada, *Vers une stratégie de réduction de la pauvreté — En bref*, 2017, www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/campagne/reduction-pauvrete/trousse-outils/bref.html). Quels nouveaux éclairages obtiendrait-on en incluant cet aspect dans la suite des consultations en cours et dans le cadre de référence à envisager pour la stratégie à venir?

paniers. Quant aux ménages du dixième décile, leurs revenus se situaient en moyenne au-dessus de quatre fois le seuil, autrement dit à plus de quatre paniers^a.

À la fois frappants et relativement lisibles dans leur façon de permettre de situer les revenus des ménages par rapport à ce qu'il en coûte pour disposer de la base, ces repères n'indiquent pas pour autant ce qu'ils peuvent signifier dans la vie concrète des ménages : qu'est-ce que vivre à la moitié du seuil de couverture des besoins de base? Autour de ce seuil? À deux, trois ou quatre fois ce seuil et plus? On peut présumer qu'il s'agit d'un ingrédient nécessaire aux prises de conscience aptes à générer des solidarités face aux disparités de niveaux de vie dans un milieu donné et dans la société en général. On a besoin de se confronter aux limites du tolérable et de l'intolérable par rapport à ce qu'on connaît et à ce qu'on aspire à vivre ensemble pour que l'économique touche le politique.

C'est ce qu'a permis le travail de croisement de savoirs et d'intelligence citoyenne réalisé en Gaspésie à partir de ces repères de niveaux de revenu. Il laisse entrevoir l'intérêt de cette méthodologie pour aborder la question de la couverture des besoins de base selon la MPC non plus seulement comme un indicateur de faible revenu parmi d'autres, mais comme une occasion d'y rapporter l'ensemble de la population, dans ses disparités existantes et ses solidarités possibles.

a Pour utiliser une métaphore, c'est un peu comme si le Québec était « un autobus où il y a deux places par personne. Dans cet autobus la plupart des personnes occupent une ou deux places. Plusieurs personnes occupent trois ou quatre places, et même plus. Dans ce même autobus, un dixième des personnes n'ont pas une place pour elles toutes seules. Certaines doivent même être debout la moitié du temps. » (Vivian Labrie, « Bien vivre ensemble entre les comptes et les contes », *L'autre Espace*, 2016, 7, 2, 15-17, www.rrasmq.com/publications/LautreEspace/LautreEspace_2016-12_Vol7-2.pdf).

Notes de fin de document

- 1 CENTRE D'ÉTUDE SUR LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION (CÉPE), *La pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale au Québec : État de situation 2016*, Québec, 2016, p. 51-54, www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/CEPE_Etat_Situation_2016.pdf.
- 2 Simon TREMBLAY-PEPIN et Vivian LABRIE, *Le déficit humain imposé aux plus pauvres*, IRIS, février 2016, iris-recherche.qc.ca/publications/deficit-humain; Vivian Labrie et Simon Tremblay-Pepin, *Les niveaux de vie décile par décile : des différences énormes*, IRIS, 21 mars 2016, iris-recherche.qc.ca/blogue/les-niveaux-de-vie-decile-par-decile-des-differences-enormes.
- 3 CENTRE D'ÉTUDE SUR LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION (CÉPE), *Prendre la mesure de la pauvreté. Proposition d'indicateurs de pauvreté, d'inégalités et d'exclusion sociale afin de mesurer les progrès réalisés au Québec. Avis au ministre*, Québec, 2009, p. 31, www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/CEPE_Avis.pdf.
- 4 Cette présentation a repris essentiellement la matière du document suivant : Vivian LABRIE et Simon TREMBLAY-PEPIN, *Déficit humain, couverture des besoins de base et composition du revenu disponible au Québec entre 2002 et 2011. Présentation au Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, Québec, le 23 mars 2016, www.cclp.gouv.qc.ca/includes/composants/telecharger.asp?fichier=/publications/pdf/deficit_humain_%20revenu_Quebec_2002-2011.pdf&langue=fr.
- 5 Guy FRÉCHET, Pierre LANCTÔT et Alexandre MORIN, *Du revenu après impôt au revenu aux fins de la mesure du panier de consommation (MPC)*, Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, juillet 2010, www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/CEPE_Compar_seuils.pdf.
- 6 TREMBLAY-PEPIN et LABRIE, *op. cit.*, p. 8-9.
- 7 *Ibid.*, p. 9-10.
- 8 CARREFOUR DE SAVOIRS SUR LES FINANCES PUBLIQUES et Vivian LABRIE, *Des concepts économiques pour tenir compte du problème de la pauvreté et de l'exclusion*, Carrefour de pastorale en monde ouvrier, Québec, 1998, fiches 2 et 4, archive.capmo.org/Carrefour_finances_publiques_concepts_economiques.pdf.
- 9 TREMBLAY-PEPIN et LABRIE, *op. cit.*, p. 3.
- 10 *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, L.R.Q. Chapitre L-7, Assemblée nationale du Québec, Éditeur officiel du Québec, 2002, legisquebec.gouv.qc.ca/fr/ShowDoc/cs/L-7.
- 11 COMITÉ CONSULTATIF DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE, *Les cibles d'amélioration du revenu des personnes et des familles, les meilleurs moyens de les atteindre ainsi que le soutien financier minimal. Améliorer le revenu des personnes et des familles... le choix d'un meilleur avenir*, Avis, mars 2009, www.cclp.gouv.qc.ca/publications/pdf/cclp_avis_2009_amelioration_revenu.pdf.
- 12 Vivian LABRIE, *La hauteur de la barre à l'aide sociale. Quelques jalons de 1969 à aujourd'hui*, IRIS, 2016, iris-recherche.qc.ca/publications/pl70-doc-de-reflexion.
- 13 Philippe HURTEAU et Minh NGUYEN, *Les conditions d'un salaire viable au Québec en 2016?*, IRIS, 2016, iris-recherche.qc.ca/publications/salaire-viable2016.
- 14 CENTRE D'ÉTUDE SUR LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION (CÉPE), *Prendre la mesure de la pauvreté*, *op. cit.*, p. 30-31.
- 15 INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Recueil des indicateurs de développement durable. Mise à jour du 28 juin 2017*, p. 18, www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/developpement-durable/indicateurs/recueil-indicateurs-dd.pdf. Cet indicateur a été inclus dans les états de situation 2013 et 2016 du CÉPE.



INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES

1710, rue Beaudry, bureau 3.4, Montréal (Québec) H2L 3E7

514.789.2409 • iris-recherche.gc.ca